

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 65

10 janvier 2008

SOMMAIRE

Aber Diamond Marketing S.à r.l.	3114	Il Panzerotto Sàrl	3117
Allmende S.A.	3109	Immodream S.A.	3109
Altice Three S.A.	3115	Interdist S.à r.l.	3116
Andreosso Carrelages	3116	Jonamy S.A.	3114
Andreosso Marbres	3116	Kaslion S. à r.l.	3075
Apsida Corporation S.A.	3110	Kaupthing Bank Luxembourg S.A.	3112
Armstrong S.A.	3100	Lysidor	3113
Askja Holding S.A.	3112	Manilux Holding S.A.	3117
BE Holdings S.A.	3120	Melio Luxembourg International S.à r.l.	3102
B.P.T. Consulting S.A.	3119	MH Germany Property 32 S.à r.l.	3095
B.P.T. Consulting S.A.	3120	Mora S.A.	3102
B.P.T. Consulting S.A.	3120	New Age S.A.	3108
B.P.T. Consulting S.A.	3118	New Life 2005 S.A.	3108
Challanger Holding S.A.	3100	Nitsba Participations S.A.	3074
Diafin International S.A.	3101	N.V. Réalisations S.A.	3110
Direct Mezzanine 2006 Onshore S.à r.l. ..	3119	Patron Alpine I S.à r.l.	3102
EPI Q2 GP S.à r.l.	3074	quick-mix.tubag S.A.	3118
EPI Q2 Option S.à r.l.	3114	R.I.S. S.A.	3111
Escale Beauté S.à r.l.	3111	Taagid S.A.	3075
Euro Multi-Credit CDO S.A.	3115	Triple P S.A.	3118
Europa Kestrel S.à r.l.	3076	Tyco International Finance S.A.	3119
Europromotions International S.à r.l.	3113	Unit Investments S.A.	3113
Fineura Holding S.A.	3101	Vyril	3114
Fiscopar S.A.	3118	Windsor House (Lux) 2 S.à r.l.	3109
F.R. Sunrise Holding S.A.	3111	Zidcom Investments S.A.	3074
GH TE S.à r.l.	3115		

EPI Q2 GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 109.978.

Par résolution signée en date du 29 août 2007, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société du 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000627/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL03032. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Nitsba Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 107.664.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2007

Les actionnaires de la société NITSBA PARTICIPATIONS S.A. réunis le 30 septembre 2007 au siège social ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

- Révoquer le mandat au commissaire aux comptes à Monsieur Mathieu Feldmann, demeurant à F-67000 Strasbourg, 25, rue Geiler

- Nommer le commissaire aux comptes LUX-AUDIT REVISION S.à r.l., avec le siège social à L-8308 Capellen, 83, Parc d'Activité Cap

Fait à Luxembourg, le 30 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Le domiciliataire

Référence de publication: 2008000568/4507/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02497. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Zidcom Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 102.430.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2007

Les actionnaires de la société ZIDCOM INVESTMENTS S.A. réunis le 30 septembre 2007 au siège social ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

- Révoquer le mandat au commissaire aux comptes à Monsieur Pascal Wagner, demeurant à L-4735 Pétange, 81, rue Jean-Baptiste Gillardin

- Nommer le commissaire aux comptes LUX-AUDIT REVISION S.à r.l., avec le siège social à L-8308 Capellen, 83, Parc d'Activité Cap

Fait à Luxembourg, le 30 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Le domiciliataire

Référence de publication: 2008000565/4507/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02491. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Taagid S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 110.372.

—
Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2007

Les actionnaires de la société TAAGID S.A. réunis le 30 septembre 2007 au siège social ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

- Révoquer le mandat au commissaire aux comptes à Monsieur Mathieu Feldmann, demeurant à F-67000 Strasbourg, 81, rue Geiler
- Nommer le commissaire aux comptes LUX-AUDIT REVISION S.à r.l., avec le siège social à L-8308 Capellen, 83, Parc d'Activité Cap

Fait à Luxembourg, le 30 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Le domiciliataire

Référence de publication: 2008000567/4507/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02493. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Kaslion S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.100.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollinggrund.

R.C.S. Luxembourg B 119.161.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert en date du 14 décembre 2006 entre:

- KKR ASSOCIATES EUROPE II, LIMITED PARTNERSHIP, une société ayant son siège social à M&C CORPORATE SERVICES LIMITED, PO Box 309GT, Uglad House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman et immatriculée sous le numéro 174028;

- SLP II CAYMAN NXP, Ltd, une société ayant son siège social à WALKERS SPV LIMITED, Walkers House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, KY1-9002, Iles Cayman et immatriculée sous le numéro WK-45790;

- BAIN CAPITAL FUND IX, L.P., une société ayant son siège social à WALKERS SPV LIMITED, Walkers House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, KY1-9002, Iles Cayman et immatriculée sous le numéro WK-16743;

- APAX NXP VI A, L.P., une société ayant son siège social à 15 Portland Place, London W1P 1BT, Royaume-Unis et immatriculée sous le numéro LP11590; et

- NXP CO-INVESTMENT PARTNERS VIII, L.P., une société ayant son siège social à Am Tucherpark 1, 80538 Munich, Germany et immatriculée sous le numéro LP011756

que la société NXP CO-INVESTMENT PARTNERS VIII, L.P. a acquis:

- 69 parts sociales de classe A, 69 parts sociales de classe B, 69 parts sociales de classe C, 69 parts sociales de classe D, 69 parts sociales de classe E, 69 parts sociales de classe F, 69 parts sociales de classe G, 69 parts sociales de classe H, 69 parts sociales de classe I et 70 parts sociales de classe J cédées par KKR ASSOCIATES EUROPE II, LIMITED PARTNERSHIP;

- 36 parts sociales de classe A, 36 parts sociales de classe B, 36 parts sociales de classe C, 36 parts sociales de classe D, 36 parts sociales de classe E, 36 parts sociales de classe F, 36 parts sociales de classe G, 36 parts sociales de classe H, 36 parts sociales de classe I et 36 parts sociales de classe J cédées par SLP II CAYMAN NXP, Ltd;

- 44 parts sociales de classe A, 44 parts sociales de classe B, 44 parts sociales de classe C, 44 parts sociales de classe D, 44 parts sociales de classe E, 44 parts sociales de classe F, 44 parts sociales de classe G, 44 parts sociales de classe H, 44 parts sociales de classe I et 45 parts sociales de classe J cédées par BAIN CAPITAL FUND IX, L.P.; et

- 11 parts sociales de classe A, 11 parts sociales de classe B, 11 parts sociales de classe C, 11 parts sociales de classe D, 11 parts sociales de classe E, 11 parts sociales de classe F, 11 parts sociales de classe G, 11 parts sociales de classe H, 11 parts sociales de classe I et 11 parts sociales de classe J cédées par APAX NXP VI A, L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 novembre 2007.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008000628/1092/41.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02375. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Europa Kestrel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 111.950.

In the year two thousand and seven, on the twelfth day of October.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders (the «Shareholders») of EUROPA KESTREL S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 111.950, incorporated by a deed drawn up on 16 November 2005 by a deed of the undersigned notary, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 358 dated 17 February 2006 (the «Company»).

The articles of association of the Company (the «Articles») have not been amended since its incorporation.

The meeting is presided by Mr Eric Biren, «Expert-Comptable», residing professionally at 43, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg (the «Chairman»).

The Chairman appoints as secretary Mr Rémi Massé, employee, residing professionally at 43, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg (the «Secretary»).

The meeting elects as scrutineer Mrs Maud Martin, employee, residing professionally at 43, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg (the «Scrutineer»).

The Chairman requests the notary to act that:

I.- The Shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxy, signed ne varietur by the appearing persons and the notary, shall remain here appended to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 500 (five hundred) shares representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders have been informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Decision to introduce four classes of shares in the Company's share capital in order to have the Company's entire share capital represented by class A shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («A Shares»), by class B shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («B Shares»), by class C shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («C Shares») and by class D shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («D Shares»);

2. Decision to convert the four hundred seventy-seven (477) existing shares currently held by EUROPA REAL ESTATE II S.à r.l. into four hundred seventy-seven (477) A Shares, and the twenty-three (23) existing shares currently held by EUROPA REAL ESTATE II US S.à r.l. into twenty-three (23) A Shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each;

3. Decision to increase the issued share capital of the Company with an amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-), by contribution in cash, by creating and issuing seven hundred fifty-nine (759) new A Shares (the «New A Shares»), fifty-four (54) new B Shares (the «New B Shares»), ninety-six (96) new C Shares (the «New C Shares»), and ninety-one (91) new D Shares (the «New D Shares») with nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each;

4. Decision to set the number of managers of the Company at a minimum of three (3), of whom two (2) shall be A Managers (the «A Managers») selected from candidates proposed by the holders of A Shares (the «A Shareholders»), and one (1) shall be a B Manager (the «B Manager») selected from candidates proposed by the holders of B shares (the «B Shareholders»);

5. Decision to amend and restate the Articles of the Company;

6. Decision to dismiss from his mandate of manager Mr Peter Cluff, with immediate effect;

7. Decision to appoint with effectiveness as from 12 October 2007, or confirm, as the case may be, Mr Eric Biren and Mr Vincent Goy as A Managers of the Company, and Mr Anthony Caine as B Manager of the Company, for an unlimited period;

8. Decision to appoint, as from 12 October 2007, DELOITTE S.A., having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, as independent auditor (Réviseur d'Entreprises) of the Company for a period of six (6) years; and

9. Miscellaneous.

After examining the agenda, the following resolutions were taken:

First resolution

The Shareholders resolve to introduce four classes of shares in the Company's share capital in order to have the Company's entire share capital represented by class A shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («A Shares»), by class B shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («B Shares»), by class C shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («C Shares») and by class D shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each («D Shares»).

Second resolution

The Shareholders resolve to convert the four hundred seventy-seven (477) existing shares currently held by EUROPA REAL ESTATE II S.à r.l. into four hundred seventy-seven (477) A Shares, and the twenty-three (23) existing shares currently held by EUROPA REAL ESTATE II US S.à r.l. into twenty-three (23) A Shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

Third resolution

The Shareholders resolve to increase the issued share capital of the Company with an amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-), by contribution in cash, by creating and issuing seven hundred and fifty-nine (759) New A Shares, fifty-four (54) New B Shares, ninety-six (96) New C Shares, and ninety-one (91) New D Shares with nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, to be subscribed as follows:

(i) EUROPA REAL ESTATE II S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, whose office is at L-2320 Luxembourg 43, boulevard de la Pétrusse and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 103.095, represented by Mr Eric Biren, manager, declares to subscribe to seven hundred twenty-three (723) New A Shares. Such seven hundred twenty-three (723) New A Shares are fully paid in by a contribution in cash. The total contribution of eighteen thousand seventy-five Euro (EUR 18,075.-) relating to the New A Shares is entirely allocated to the share capital of the Company;

(ii) EUROPA REAL ESTATE II US S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, whose office is at L-2320 Luxembourg 43, boulevard de la Pétrusse and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 103.096, represented by Mr Eric Biren, manager, declares to subscribe to thirty-six (36) New A Shares and to ninety-one (91) New D Shares. Such thirty-six (36) New A Shares and ninety-one (91) New D Shares are fully paid in by a contribution in cash. The total contribution of three thousand one hundred seventy-five Euro (EUR 3,175.-) relating to the New A Shares and the New D Shares is entirely allocated to the share capital of the Company; and

(iii) EMF CZECH COMPANY s.r.o., a private limited liability company, incorporated under the laws of the Czech Republic, having its registered office at Husova 5, 111,00 Praha 1, and registered under number 25086804, here represented by Mrs Maud Martin, by virtue of a proxy, hereto attached, declares through its proxyholder to subscribe to the fifty-four (54) New B Shares and to the ninety-six (96) New C Shares. Such fifty-four (54) New B Shares and ninety-six (96) New C Shares are fully paid in by a contribution in cash. The total contribution of three thousand seven hundred fifty Euro (EUR 3,750.-) relating to the New B Shares and the New C Shares is entirely allocated to the share capital of the Company.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

The Shareholders resolve to amend the article 6.1 of the Articles of the Company as follows:

«The share capital is set at thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-), represented by one thousand five hundred (1,500) shares divided into the following classes of shares having a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each:

- a. one thousand two hundred fifty-nine (1,259) class A shares (the «A Shares»);
- b. fifty-four (54) class B shares (the «B Shares»);
- c. ninety-six (96) class C shares (the «C Shares»); and
- d. ninety-one (91) class D shares (the «D Shares».)»

Fourth resolution

The Shareholders resolve to set the number of managers of the Company at a minimum of three (3), of whom two (2) shall be A Managers selected from candidates proposed by the shareholders of A Shares, and one (1) shall be a B Manager selected from candidates proposed by the shareholders of B Shares.

Fifth resolution

Further to the above mentioned resolutions, the Shareholders resolve to amend and restate the Articles of the Company which shall henceforth be read as follows:

Art. 1. Form.

1.1 There exists hereby established by the appearing parties a société à responsabilité limitée (private limited liability company) (the «Company») governed by the law of August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (the «Law»), by article 1832 and followings of the Luxembourg Civil Code, as amended, and by the present articles of association (the «Articles of Incorporation»).

1.2 The Company may at any time be composed of one or several Shareholders, notably as a result of the transfer of Shares or the issue of new Shares, subject to the provisions of the Law and the Articles of Incorporation.

Art. 2. Denomination.

2.1 The Company will exist under the denomination of EUROPA KESTREL S.à r.l.

Art. 3. Object.

3.1 The main purpose of the Company is the holding of completed built real estate and or real estate in construction process, in Luxembourg or abroad, by direct or indirect means (through branches or subsidiaries).

3.2 The corporation may furthermore carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

3.3 In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the Company has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

3.4 The Company will not itself carry on directly any industrial activity nor maintain a commercial establishment open to the public.

3.5 The Company may provide any financial assistance to companies forming part of the group of the Company such as, among others, the provision of loans, the granting of guarantees or securities in any kind or form.

3.6 In a general fashion the Company may carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

More specifically, the Company shall further be allowed:

3.6.1 to acquire, invest in and hold the Properties in order to aggregate a Portfolio and to establish Subsidiary companies of the Company to acquire and hold such Properties;

3.6.2 to bring forward proposals for the redevelopment of the Properties, to obtain satisfactory planning and other consents for such redevelopment, to lease the developed Properties to occupiers and to maximise rental income and returns from the Properties and to enjoy increases in the capital value of the Properties;

3.6.3 to realise all or part or parts of its investment by way of sale of Properties or of any Subsidiary of the Company holding any of the Properties, or by sale of the Shares;

3.6.4 for such purposes to enter into (or procure that its Subsidiaries enter into) the Senior Finance Documents and to raise, borrow and to secure the payment of money upon such terms and security as may seem to it to be expedient;

3.6.5 to lend money or advance credit to such persons and upon such terms and to give any guarantee or indemnity as may seem expedient to the Company in connection with the purposes set out above, its corporate objects and to the extent permitted by Law;

3.6.6 to make such other investments and to carry out such other activities as may be incidental or conducive to the attainment of the above purposes or any of them; and

3.6.7 to carry out such other businesses or activities as may from time to time be agreed by the Shareholders in writing or specified in any Business Plan in compliance with the Shareholders' Agreement.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office is established in the municipality of Luxembourg-City.

5.2 The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by decision of the Board of Managers.

5.3 The Board of Managers may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Share capital.

6.1 The share capital is set at thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-), represented by one thousand five hundred (1,500) shares divided into the following classes of shares having a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each:

- a. one thousand two hundred fifty-nine (1,259) class A shares (the «A Shares»);
- b. fifty-four (54) class B shares (the «B Shares»);
- c. ninety-six (96) class C shares (the «C Shares»); and
- d. ninety-one (91) class D shares (the «D Shares»).

6.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Amendment of the share capital.

7.1 The share capital may at any time be amended by decision of the sole Shareholder or pursuant to a resolution of the Shareholders, as the case may be.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares.

8.1 Each Share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence, and to one vote at the general meetings of the Shareholders.

8.2 Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the sole Shareholder or of the Shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares.

9.1 Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

9.2 Joint co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Dealings in shares.

10.1 In accordance with the terms and conditions of the Shareholders' Agreement, no Shareholder shall do, or agree to do, any of the following during the continuance of the Shareholders' Agreement otherwise than in accordance with the provisions of article 11:

10.1.1 sell, transfer, dispose of, assign, pledge, mortgage, charge or otherwise encumber any Share or interest in any Shares;

10.1.2 grant an option, right or interest over any Shares or any interest in any Shares;

10.1.3 enter into any agreement in respect of the votes attached to any Shares; or

10.1.4 agree to any of this aforesaid.

Art. 11. Transfer of shares.

11.1 Transfers in case of a single Shareholder are free. Transfers in case of plurality of Shareholders may be executed in accordance with the provisions of the Articles of Incorporation and the Shareholders' Agreement.

11.2 Restrictions on transfers.

Save by way of transfer to Affiliates pursuant to article 11.3, the B Shares and the C Shares may not be transferred. The A Shares and the D Shares may be transferred in whole or in part. Shares of any class may only be transferred together with the Subordinated Loans (or the relevant proportion of the Subordinated Loans) held by the relevant Shareholders or its Affiliates and only in accordance with the provisions of this article 11 and of the Shareholders' Agreement.

11.3 Transfers to Affiliates

Any Shareholder (or its Affiliate) may transfer all or some of its Shares to an entity which is an Affiliate of such Shareholder on giving prior written notice to the other Shareholders, except that the B Shareholder may not transfer any of its Shares to ACRED GROUP s.r.o. Any Affiliate holding Shares shall immediately retransfer its Shares and any relevant Subordinated Loans to such Shareholder or a person who is an Affiliate of such Shareholder if it ceases to be an Affiliate of the Shareholder and each of the Shareholders agrees and undertakes that it will vote in favour of the transfer of any Shares under this article 11.3 at any meeting of the Shareholders held in order to comply with the Law where the preceding provisions of this article and the provisions of the Shareholders' Agreement have been complied with.

11.4 Approval of transfers

Each of the Shareholders agrees and undertakes that it will vote in favour of the transfer of any Shares under this article 11 at any meeting of the Shareholders held in order to comply with Luxembourg law where the preceding provisions of this article and the provisions of the Shareholders' Agreement have been complied with.

11.5 Terms of transfer

Subject to the terms and conditions of the Shareholders' Agreement, any transfer of Shares from one Shareholder to another shall be made in accordance with the following provisions:

11.5.1 the transferor shall on the specified completion date deliver a duly executed stock transfer in relation to the Shares;

11.5.2 the consideration for the Shares shall be paid by the transferee by electronic transfer payment to the account of the transferor details of which have been notified to the transferee at least two Business Days prior to the date of transfer;

11.5.3 the transfer of the Shares shall be on terms that the same are transferred free from all claims, pledges, equities, liens, charges and encumbrances and are transferred with the benefit of all rights attaching to them as at the completion date;

11.5.4 each party shall do all things and carry out all acts which are reasonably necessary to effect the transfer of the Shares in accordance with the terms of the Articles of Incorporation and the Shareholders' Agreement.

Art. 12. Drag Along & Tag Along Rights.

12.1 Drag Along Rights:

If all of the A Shareholders and the D Shareholder or their Affiliates (the «Relevant Shareholders») wish to sell all of the A Shares and the D Shares and their Subordinated Loans to a Third Party Buyer, the Relevant Shareholders may on any sale by them of all the A Shares, the D Shares and Subordinated Loans to a Third Party Buyer (the «Purchasing Group»), by serving a notice (the «Compulsory Purchase Notice») on each other Shareholder (each a «Minority Shareholder»), require each of the Minority Shareholders to sell all its Shares and Subordinated Loans to it or to the Purchasing Group (completion of such sale to take place on the same day as the day of completion of the sale by the Relevant Shareholder to the Purchasing Group). The Compulsory Purchase Notice shall state the price offered by the Third Party Buyer for the A Shares and the D Shares («Third Party Price»). The consideration for the transfer of the B Shares and the C Shares pursuant to this article 12.1 shall be a sum equal to the distribution that would have been made to the B Shareholder and the C Shareholder had the Portfolio been sold on the date of the Compulsory Purchase Notice for a value determined in accordance with the remainder of this article 12.1 (the «Property Value»). The Property Value shall be:

12.1.1 if no price for 100% of the Shares and Subordinated Loans in the Company has been offered by the Third Party Buyer, such sum as would, on a sale of the Portfolio at that value and the application of proceeds of sale (net of any deemed costs of sale) in accordance with the provisions of article 11.1 of the Shareholders' Agreement (as if that date was the Final Distribution Date there under) result in the receipt by the A Shareholders and the D Shareholder of a sum equal to the Third Party Price for the A Shares and the D Shares; or

12.1.2 if the Third Party Buyer has offered a price (the «Offer Price») for 100% of the Shares and the Subordinated Loans in the Company, the Offer Price.

12.2 Tag Along Rights

If all of the A Shareholders and the D Shareholder or their Affiliates (the «Relevant Shareholders») wish to sell all of the A Shares and the D Shares and their Subordinated Loans to a Third Party Buyer (the «Purchasing Group»), the Relevant Shareholders shall be required to serve prior written notice on the B Shareholder and the C Shareholder; within a period of ten (10) Business Days from the date of receipt of such notice, the B Shareholder and the C Shareholder shall have the right to, by serving a notice (the «Compulsory Purchase Notice») on the Relevant Shareholders, require the Relevant Shareholders to purchase or to procure that the Purchasing Group purchases its Shares and Subordinated Loans (completion of such sale to take place on the same day as the day of completion of the sale by the Relevant Shareholders to the Purchasing Group). The Compulsory Purchase Notice shall state the price offered by the Third Party Buyer for the A Shares and the D Shares («Third Party Price»). The consideration for the transfer of the B Shares and the C Shares pursuant to this article 12.2 shall be a sum equal to the distribution that would have been made to the B Shareholder and the C Shareholder had the Portfolio been sold on the date of the Compulsory Purchase Notice for a value determined in accordance with the remainder of this article 12.2 (the «Property Value»). The Property Value shall be:

12.2.1 If no price for 100% of the Shares and Subordinated Loans in the Company has been offered by the Third Party Buyer, such sum as would, on a sale of the Portfolio at that value and the application of proceeds of sale (net of any deemed costs of sale) in accordance with the provisions of article 11.1 of the Shareholders' Agreement (as if that date was the Final Distribution Date there under) result in the receipt by the A Shareholders and the D Shareholder of a sum equal to the Third Party Price for the A Shares and the D Shares; or

12.2.2 If the Third Party Buyer has offered a price (the «Offer Price») for 100% of the Shares and Subordinated Loans in the Company, the Offer Price.

Art. 13. Right of first offer.

13.1 Notwithstanding the terms of any Business Plan, if the Company wishes to transfer all or part of its interest in a Property or a Property SPV Company to a Third Party Buyer before the agreed time set out in the relevant Business Plan (excluding any forward funding or forward sale arrangements) for such disposal (the «Offered Interests»), it shall first make an offer to the B Shareholder in a written notice (the «Transfer Notice») setting out the details of the Offered

Interests and the price for the Offered Interests (being the price for which the Company intends to sell its Offered Interests) and any other terms which the Company is willing to accept (together the «Terms»).

13.2 The B Shareholder shall, within ten (10) Business Days of receipt of the Transfer Notice (the «Offer Deadline»), either:

13.2.1 serve a written notice on the Company accepting the offer on the Terms of the Transfer Notice (an «Acceptance Notice»); or

13.2.2 serve a written notice on the Company refusing the offer comprised in the Transfer Notice.

13.3 Where an Acceptance Notice is given by the B Shareholder, the Company shall transfer and such B Shareholder or its designated Affiliate shall take transfers of the Offered Interests.

13.4 The closing date for any transfers to be made pursuant to this article and shall be not later than the date which is fifteen (15) Business Days from the date of each Acceptance Notice.

13.5 If the B Shareholder does not serve an Acceptance Notice or fails to respond to the Transfer Notice by the Offer Deadline, the Company shall be free to sell to a Third Party Buyer.

Art. 14. Formalities.

14.1 The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

14.2 The transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Art. 15. Management.

15.1 The Company is managed at all times during the existence of the Shareholders' Agreement by three Managers, who need not be Shareholders (individually referred to as a «Manager» and collectively referred to as the «Board of Managers») of whom two shall be A managers (the «A Manager») selected from candidates proposed by the A Shareholders and one shall be a B manager (the «B Manager») selected from candidates proposed by the B Shareholder. In the event that any of the Events of Default occur in respect of any Shareholder, the Managers that were selected from candidates proposed by such Shareholder shall be dismissed with immediate effect by a decision of a general meeting of the Shareholders of the Company and be replaced by Managers appointed out of a list of candidates proposed by the Non-Defaulting Shareholders, as defined in the Shareholders' Agreement (in such proportion as reflects the ratio of the Invested Capital of each Non-Defaulting Shareholder to the aggregate Invested Capital of all Non-Defaulting Shareholders).

15.2 Each Shareholder may propose the removal of a Manager nominated for appointment by it and the appointment of a replacement Manager designated pursuant to article 15.1 above, by notice to the Company signed by or on behalf of such Shareholder, requesting that a general meeting of the Shareholders be convened in accordance with the Articles of Incorporation to remove such Manager so designated and appoint a replacement Manager with effect from the date of the general meeting of the Shareholders and all the Shareholders agree that they shall vote at the general meeting to approve the removal of any such Manager and the appointment of the replacement Manager.

15.3 The Managers shall not be entitled to any remuneration in their capacity as Managers of the Company unless otherwise agreed by the Shareholders unanimously.

15.4 At the time of the completion of any sale, assignment, transfer or other disposition of all of the Shares held by a Shareholder, the Shareholder shall procure the resignation of each Manager appointed by it.

15.5 Meetings of the Board of Managers shall be properly convened and held at such times as may be determined by the Board of Managers and, unless the Shareholders otherwise agree, not less than every six (6) months and at the Company's registered office or such other place as the Board of Managers may from time to time determine. No meeting of the Board of Managers shall normally be convened on less than five (5) Business Days' notice given to all Managers and accompanied by a list of the items on the agenda to be considered at the relevant meeting. Nevertheless, meetings of the Board of Managers may be convened by giving not less than 48 hours' notice to all Managers if the interests of the Company would, in the opinion of a Manager, be likely to be adversely affected to a material extent if the business to be transacted at such meeting of the Board of Managers were not dealt with as a matter of urgency or if all the Managers agree.

15.6 No resolution may be passed at a meeting of the Board of Managers unless at least one Manager appointed by an A Shareholder is present or represented by proxy and a simple majority of the Managers present or represented by proxy vote in favour.

15.7 The post of Chairman of the Board of Managers shall be held by an A Manager. The Chairman shall have a casting vote in the event of a deadlock. If the Chairman is not present at any meeting of the Board of Managers, the A Managers present may appoint any one of their members to act as the Chairman for the purposes of the meeting.

15.8 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another Manager as his proxy. A Manager may represent more than one of his colleagues.

15.9 Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

15.10 The Board of Managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A written decision signed by all the Managers is therefore proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held and such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

Art. 16. Powers of the managers.

16.1 The Board of Managers has the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation, provided that it falls within the object of the Company. The Board of Managers shall have responsibility for the supervision and management of the Company and its Business.

16.2 The Company shall be bound by any two Managers or by any special attorney appointed by any two (2) Managers except in respect of Bank Mandates which shall be executed by the Company in accordance with the definition of «Bank Mandate».

Art. 17. Events affecting the manager.

17.1 The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

17.2 Creditors, heirs and successors of a Manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 18. Liability of the managers.

18.1 No Manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 19. Auditors.

19.1 The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by Law, entrusted to one or more Auditors, who need not be Shareholders.

19.2 The Auditors, if any, will be elected by the sole Shareholder or by the Shareholders, as the case may be, which will determine the number of such Auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as Auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the sole Shareholder or by the Shareholders, as the case may be.

Art. 20. Decisions of the shareholders.

20.1 If the Company is composed of one sole Shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of Shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

20.2 If the Company is composed of several Shareholders, the decisions of the Shareholders are taken in a general meeting or, if there are no more than twenty-five Shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the Shareholders by registered mail.

20.3 In this latter case, the Shareholders are under the obligation to cast their written vote and mail it to the Company, within a period of time of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution.

20.4 If the Company is composed of several Shareholders, no decision is validly taken, unless it is approved by Shareholders representing together half of the share capital of the Company. All amendments to the present Articles of Incorporation have to be approved by a majority of Shareholders representing together at least three quarters of the share capital of the Company.

20.5 The decisions of the sole Shareholder or of the Shareholders, as the case may be, are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The powers-of-attorney are attached to the minutes.

Art. 21. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder.

21.1 The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole Shareholder or any of the Shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 22. Financial year.

22.1 The Financial Year begins on January 1st and ends on December 31st, the same year.

Art. 23. Balance-Sheet.

23.1 Each year, on the last day of the Financial Year, the accounts are closed, the Board of Managers draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the Law. The balance-sheet and the profit and loss account are submitted to the sole Shareholder or, as the case may be, to the Shareholders for approval.

23.2 Each Shareholder or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company pursuant to article 198 of the Law.

Art. 24. Allocation of profits.

24.1 Each year, five percent of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation is no longer mandatory when the reserve amounts to ten percent of the capital.

24.2 The remaining profit is allocated by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the case may be, without prejudice to the power of the management to allocate payments on account of dividends, within the limits permissible under the law and in accordance with the Shareholders' Agreement.

24.3 The decision to distribute funds and the determination of the conditions and amount of such a distribution shall in any event comply with and be taken in accordance with the stipulations of the Shareholders' Agreement.

Art. 25. Distribution of interim dividends.

25.1 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles, that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders, and that (iii) any such distribution of interim dividends shall in any event be made in accordance with the Law and with the stipulations of the Shareholders' Agreement.

Art. 26. Dissolution, Liquidation.

26.1 The Company may be dissolved at any time by decision of the sole Shareholder or pursuant to a resolution of the Shareholders, as the case may be.

26.2 In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the sole Shareholder or by the Shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 27. Matters not provided.

27.1 All matters not provided for by the Articles of Incorporation are determined in accordance with applicable laws and in accordance with the Shareholders' Agreement.

Art. 28. Definitions.

«A Shareholder(s)» means the holder(s) of A Shares from time to time;

«Accounting Reference Date» means 31 December or such other date as the Company may from time to time adopt;

«Affiliate» in relation to a company or a limited liability partnership, means any Subsidiary of it or any Holding Company of it or any other Subsidiary of any such Holding Company and in respect of the B Shareholder and the C Shareholder shall include the Portfolio Manager;

«Auditor(s)» means the independent auditor(s) (the Réviseur d'Entreprises) of the Company for the time being and from time to time;

«B Shareholder(s)» means the holder(s) of B Shares from time to time;

«Bank» means such bank or banks as may from time to time be determined by the Company;

«Bank Account» means the Company's account or accounts now or hereafter opened with the Bank and which shall be operated only in accordance with the Bank Mandate;

«Bank Mandate» means the mandate with the Bank in the agreed form (or in such other form as the parties may agree) and under which at least one signature from an A Manager is required to instruct the Bank for any amount equal to or below ten thousand Euros (EUR 10,000.-) and two signatures from the A Managers are required to instruct the Bank for any amount above ten thousand Euros (EUR 10,000.-) as to the transfer of monies from the Bank Account or for the purposes of signing cheques or other payment instructions from the Bank Account;

«Business» means the business of the Company described in article 3.

«Business Day» means a day other than a Saturday or Sunday, on which the major retail banks in the City of London, Prague and Luxembourg are open for non-automated customer services;

«Business Plan(s)» means at any time the then current approved business plan for each Property that sets out the objectives (including opportunity, investment rationale and strategy) and financial targets for the Company and the relevant Property SPV Company (as applicable) (including the Capital Budget and the Operating Budget (as such terms are defined in the Portfolio Management Agreement) provided by the Portfolio Manager pursuant to the Portfolio Management Agreement) and to be updated by the Portfolio Manager and approved by the Shareholders at least forty-five (45) days prior to the commencement of each Financial Year (each previously approved Business Plan to be retained until such updating and approval in each case) and to incorporate any reasonable amendments or variations required by the A Shareholders;

«C Shareholder(s)» means the holder(s) of C Shares from time to time;

«D Shareholder(s)» means the holder(s) of D Shares from time to time;

«Establishment Date» means the date of the Shareholders' Agreement or such other date as the parties may agree;

«Event of Default» has the meaning given to it in the Shareholders' Agreement;

«Final Distribution Date» means the date ten (10) Business Days following the date of completion of the sale of all of the Shares in the Company or the sale by the Company of the disposal of the shares of all the Property SPV Companies holding all of the Properties or the Properties and of all other realisable assets of the Company and all Subsidiaries of the Company as the case may be in accordance with the provisions of articles 10 and 11 or the sale by the Shareholders of all their Shares in the Company provided that this date shall be no later than:

- a) forty-two (42) months after the date of the Shareholders' Agreement; or
- b) such other date as may be specified by the A Shareholders;

«Financial Year» means each period of twelve (12) calendar months ending on the Accounting Reference Date provided that the first Financial Year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall end on the next following Accounting Reference Date and each Financial Year (other than the first) shall be coincident with each accounting period of the Company;

«Holding Company» in relation to a company or limited liability partnership, means a company or person which directly or indirectly holds at least the majority of the voting rights of that company or limited liability partnership or has the right to appoint or remove a majority of the board of directors or managers or similar officers of that company or limited liability partnership or controls alone or, pursuant to an agreement with others, a majority of the voting rights of that company or limited liability partnership;

«Invested Capital» means, in relation to a Shareholder at the relevant time, the aggregate amount of:

- a) the nominal value of the Shares held by that Shareholder pursuant to the Shareholders' Agreement; and
- b) the principal outstanding under any Subordinated Loans drawn down from or vested in that Shareholder or its Affiliate.

«Lender» means a Shareholder or any Affiliate of a Shareholder who has made a Subordinated Loan pursuant to the Shareholders' Agreement;

«Portfolio» means the group of Properties to be acquired (or actually acquired) by the Company or a Property SPV Company pursuant to the relevant Business Plans;

«Portfolio Management Agreement» means the agreement in agreed form to be entered into between the Company and the Portfolio Manager;

«Portfolio Manager» means ACRED GROUP s.r.o. or such other party appointed as Manager from time to time by the Company;

«Property» or «Properties» means the property or properties to be acquired (or actually acquired) by the Company or a Property SPV Company as detailed in the relevant Business Plan(s);

«Property Distribution Date» means the date twenty (20) Business Days following the date of completion of the sale of a Property or a Property SPV Company or such later date as the Shareholders may agree;

«Property SPV Company» has the meaning given to it in the Portfolio Management Agreement;

«Senior Finance Documents» means the credit agreement to be entered into with a suitable lender relating to the provision of senior debt for the purposes of financing and/or refinancing the acquisition of the Properties by the Company or a Subsidiary of the Company and includes any other third party credit agreement under which all or any of the aforesaid loan is refinanced at any time and «Senior Loan» and «Senior Lender» shall be construed accordingly;

«Shares» means the A Shares, the B Shares, the C Shares and the D Shares and any shares issued in exchange for those Shares or by way of conversion or reclassification and any of the Shares representing or deriving from those Shares as a result of any increase in or reorganisation or variation of the capital of the Company;

«Shareholder» means any person registered in the register of Shares of the Company as the holder of any of the Shares for the time being and the «Shareholders» shall be construed as the plural thereto;

«Shareholders' Agreement» means the shareholders agreement in respect of the Company entered into on 12 October 2007;

«Subordinated Loan(s)» means sums advanced by a Shareholder or any Affiliate of a Shareholder to the Company pursuant to the Shareholders' Agreement or pursuant to subordinated loan agreements in place as of the date of the Shareholders' Agreement and the Subordinated Loan Agreements each of which shall bear interest (which shall accrue and be compounded if not paid) at the rate of Euribor twelve (12) months plus 2.125% or such other rate as the Shareholders agree (and includes any such loan the benefit of which is assigned to a Shareholder or an Affiliate of a Shareholder under the Shareholders' Agreement);

«Subordinated Loan Agreements» means the agreements entered into or any agreement that may be entered into between any Shareholder or an Affiliate of a Shareholder and the Company in the agreed form;

«Subsidiary» of a company or limited liability partnership (the first company) means a company (the second company) in respect of which the first company directly or indirectly holds at least the majority of the voting rights or shares in the second company or has the right to appoint or remove at least the majority of the second company's board of directors

or managers or controls alone or, pursuant to an agreement with others, at least a majority of the voting rights in that second company;

«Term» means the period from the Establishment Date until the Final Distribution Date;

«Third Party Buyer» means an entity which is not an Affiliate of any Shareholder.

Sixth resolution

The Shareholders resolve to dismiss from his mandate as manager Mr. Peter Cluff, with effectiveness as from 12 October 2007 and resolve to grant him with full discharge in respect of his mandate as manager of the Company.

Seventh resolution

The Shareholders resolve to appoint with effectiveness as from 12 October 2007, or confirm, as the case may be, Mr. Eric Biren, residing at 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg and Mr Vincent Goy, residing at 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg as A Managers of the Company, and Mr Anthony Caine, residing at Betlémský palác, Husova 240/5, 110 00 Praha 1, Czech Republic, as B Manager of the Company, for an unlimited period.

Eighth resolution

The Shareholders resolve to appoint, as from 12 October 2007, DELOITTE S.A., having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, as independent auditor (Réviseur d'Entreprises) of the Company, for a period of six (6) years.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form, whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately three thousand Euro.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le douze octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résident à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés (les «Associés») de la société EUROPA KESTREL S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 111.950, créée par un acte reçu par le notaire soussigné en date du le 16 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 358 du 17 février 2006 (la «Société»).

Les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont pas été modifiés depuis sa création.

L'assemblée est présidée par Monsieur Eric Biren, Expert-Comptable, dont la résidence professionnelle est au 43, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg (le «Président»).

Le Président nomme en tant que secrétaire Monsieur Rémi Massé, employé, dont la résidence professionnelle est au 43, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg (le «Secrétaire»).

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Maud Martin, employée, dont la résidence professionnelle est au 43, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg (le «Scrutateur»).

Le Président prie le notaire d'acter que:

I. Les Associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, signées ne varietur par les personnes présentes et le notaire seront annexées au présent acte et enregistrées avec cet acte.

II. Il ressort de la liste de présence que les cinq cents (500) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social souscrit de la Société, sont représentées à cette assemblée générale extraordinaire. L'assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de créer quatre classes de parts sociales dans le capital de la Société afin que le capital social intégral de la Société soit représenté par des parts sociales de classe A d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune

(«Parts Sociales A»), par des parts sociales de classe B d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune («Parts Sociales B»), par des parts sociales de classe C d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune («Parts Sociales C»), et par des parts sociales de classe D d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune («Parts Sociales D»);

2. Décision de convertir les quatre-cent soixante-dix-sept (477) parts sociales existantes détenues par EUROPA REAL ESTATE II S.à r.l. en quatre-cent soixante-dix-sept (477) Parts Sociales A, et les vingt-trois (23) parts sociales existantes détenues par EUROPA REAL ESTATE II US S.à r.l. en vingt-trois (23) Parts Sociales A d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune;

3. Décision d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de vingt-cinq mille Euros (EUR 25.000,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) à trente-sept mille cinq cents Euros (EUR 37.500,-), par un apport en numéraire, par la création et l'émission de sept cent cinquante-neuf (759) nouvelles Parts Sociales A (les «Nouvelles Parts Sociales A»), cinquante-quatre (54) nouvelles Parts Sociales B (les «Nouvelles Parts Sociales B»), quatre-vingt-seize (96) nouvelles Parts Sociales C (les «Nouvelles Parts Sociales C») et quatre-vingt-onze (91) nouvelles Parts Sociales D (les «Nouvelles Parts Sociales D») d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune;

4. Décision d'établir le nombre de gérants de la Société à un minimum de trois (3), dont au moins deux (2) devront être des Gérants A (les «Gérants A») choisis sur une liste de candidats proposés par les détenteurs de Parts Sociales A (les «Associés A»), et un (1) devra être un Gérant B (le «Gérant B») choisi sur une liste de candidats proposés par les détenteurs de Parts Sociales B (les «Associés B»);

5. Décision de modifier et de refondre les Statuts de la Société;

6. Décision de révoquer de son mandat de gérant M. Peter Cluff, avec effet immédiat;

7. Décision de nommer, avec effet en date du 12 octobre 2007, ou de confirmer, le cas échéant, M. Eric Biren et M. Vincent Goy comme Gérants A de la Société, et M. Anthony Caine comme Gérant B de la Société, pour une durée indéterminée;

8. Décision de nommer, avec effet en date du 12 octobre 2007, DELOITTE S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg en tant que Réviseur d'Entreprises de la Société pour une durée de six (6) ans; et

9. Divers.

Après l'examen de l'ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Les Associés décident de créer quatre classes de parts sociales dans le capital de la Société afin que le capital social intégral de la Société soit représenté par des parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune («Parts Sociales A»), des parts sociales de catégorie B d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune («Parts Sociales B»), des parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune («Parts Sociales C»), et des parts sociales de catégorie D d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune («Parts Sociales D»).

Deuxième résolution

Les Associés décident de convertir les quatre-cent soixante-dix-sept (477) parts sociales existantes détenues par EUROPA REAL ESTATE II S.à r.l. en quatre-cent soixante-dix-sept (477) Parts Sociales A, et les vingt-trois (23) parts sociales existantes détenues par EUROPA REAL ESTATE II US S.à r.l. en vingt-trois (23) Parts Sociales A d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

Troisième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de vingt-cinq mille Euros (EUR 25.000,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) à trente-sept mille cinq cents Euros (EUR 37.500,-), par un apport en numéraire, par la création et l'émission de sept cent cinquante-neuf (759) nouvelles Parts Sociales A (les «Nouvelles Parts Sociales A»), cinquante-quatre (54) nouvelles Parts Sociales B (les «Nouvelles Parts Sociales B»), quatre-vingt-seize (96) nouvelles Parts Sociales C (les «Nouvelles Parts Sociales C») et quatre-vingt-onze (91) nouvelles Parts Sociales D (les «Nouvelles Parts Sociales D») d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune devant être souscrites comme suit:

(i) EUROPA REAL ESTATE II S.à r.l., société à responsabilité limitée, créée et existant conformément aux lois du Luxembourg dont le siège social est à L-2320 Luxembourg, 43 Boulevard de la Pétrusse et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.095, représentée par Monsieur Eric Biren, gérant, déclare souscrire à sept cent vingt-trois (723) Nouvelles Parts Sociales A. Ces sept cent vingt-trois (723) Nouvelles Parts Sociales A sont entièrement libérées par un apport en numéraire. L'apport total de dix-huit mille soixante-quinze Euros (EUR 18.075,-) relatif aux Nouvelles Parts Sociales A est entièrement alloué au capital social de la Société;

(ii) EUROPA REAL ESTATE II US S.à r.l., société à responsabilité limitée, créée et existant conformément aux lois du Luxembourg dont le siège social est à L-2320 Luxembourg, 43 Boulevard de la Pétrusse et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.096, représentée par Monsieur Eric Biren, gérant, déclare souscrire à trente-six (36) Nouvelles Parts Sociales A et aux quatre-vingt-onze (91) Nouvelles Parts Sociales D.

Ces trente-six (36) Nouvelles Parts Sociales A et quatre-vingt-onze (91) Nouvelles Parts Sociales D sont entièrement libérées par un apport en numéraire. L'apport total de trois mille cent soixante-quinze Euros (EUR 3.175,-) relatif aux Nouvelles Parts Sociales A et aux Nouvelles Parts Sociales D est entièrement alloué au capital social de la Société; et

(iii) EMF CZECH COMPANY s.r.o., une société à responsabilité limitée, créée et existant conformément aux lois de la République tchèque, ayant son siège social à Husova 5, 111,00 Prague 1, et immatriculée sous le numéro 25086804, ici représentée par Madame Maud Martin, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée, déclare, par la voix de son mandataire, souscrire aux cinquante-quatre (54) Nouvelles Parts Sociales B et aux quatre-vingt-seize (96) Nouvelles Parts Sociales C. Ces cinquante-quatre (54) Nouvelles Parts Sociales B et quatre-vingt-seize (96) Nouvelles Parts Sociales C sont entièrement libérées par un apport en numéraire. L'apport total de trois mille sept cent cinquante Euros (EUR 3.750,-) relatif aux Nouvelles Parts Sociales B et aux Nouvelles Parts Sociales C est entièrement alloué au capital social de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport a été produite devant le notaire instrumentant qui l'a expressément admise.

Les Associés décident de modifier l'article 6.1 des Statuts de la Société comme suit:

«Le capital social est fixé à trente-sept mille cinq cents Euros (EUR 37.500,-) représenté par mille cinq cents (1.500) parts sociales divisées entre les classes de parts sociales suivantes ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune:

- a. mille deux cent cinquante-neuf (1,259) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales A»);
- b. cinquante-quatre (54) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales B»);
- c. quatre-vingt-seize (96) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales C»); et
- d. quatre-vingt-onze (91) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales D».)»

Quatrième résolution

Les Associés décident d'établir le nombre de gérants de la Société à un minimum de trois (3); dont au moins deux (2) devront être des Gérants A choisis sur une liste de candidats proposés par les associés A, et un (1) devra être un Gérant B choisi sur une liste de candidats proposés par les associés B.

Cinquième résolution

Suite aux précédentes résolutions, les Associés décident de modifier et de refondre les Statuts de la Société qui auront la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme sociale.

1.1 Il existe une société à responsabilité limitée, régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'article 1832 et suivants du Code Civil luxembourgeois, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs Associés, par suite, notamment, de cession ou transmission de parts ou de création de parts nouvelles, sous réserve des dispositions de la Loi et des Statuts.

Art. 2. Dénomination.

2.1 La Société prend la dénomination sociale de EUROPA KESTREL S.à r.l.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet principal de la Société est la détention d'immeubles construits ou à construire à Luxembourg ou à l'étranger, de manière directe ou indirecte (à travers des succursales ou filiales).

3.2 La Société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un porte-feuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

3.4 La Société n'exercera pas directement d'activité industrielle et ne tiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

3.5 La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, comme par exemple des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

3.6 D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Plus spécifiquement, la Société est de surcroît autorisée à:

3.6.1 Acquérir, investir et détenir les Propriétés pour constituer un Portefeuille et établir des entreprises Filiales de la Société pour acquérir et détenir de telles Propriétés;

3.6.2 Avancer des propositions pour le réaménagement des Propriétés, obtenir un planning satisfaisant et d'autres autorisations pour un tel réaménagement, louer les Propriétés développées à des occupants et maximiser les revenus locatifs et les rendements des Propriétés et jouir des augmentations de la valeur en capital des Propriétés;

3.6.3 Réaliser tout ou partie de ses investissements par le biais de la vente des Propriétés ou d'une Filiale de la Société détenant l'une des Propriétés, ou par la vente de Parts Sociales;

3.6.4 Pour ces objectifs devenir partie (ou faire en sorte que ses Filiales deviennent parties) aux Documents Financiers Senior, et obtenir, emprunter et garantir le paiement de sommes d'argent selon les conditions et avec les garanties qui pourront lui sembler opportuns;

3.6.5 Prêter de l'argent ou accorder un crédit à telles personnes et selon tels termes, et octroyer toute garantie ou indemnité, qui pourront sembler appropriés à la Société, en connexion avec les buts définis ci-dessus et l'objet social et dans les limites autorisées par la loi;

3.6.6 Réaliser d'autres investissements et entreprendre telles autres activités qui pourraient être incidentes ou connexes à la réalisation de l'un ou de tous les objectifs ci-dessus mentionnés; et

3.6.7 Entreprendre de telles autres entreprises ou activités qui pourront être déterminées de temps à autre par les Associés par écrit ou spécifié par tout Plan d'Activité en conformité avec le Pacte d'Associés.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

5.2 Il pourra être transféré en tout autre lieu dans la commune de Luxembourg en vertu d'une décision du Conseil de Gérance.

5.3 Le Conseil de Gérance pourra établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, où le Conseil de Gérance le jugera utile.

Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social est fixé à trente-sept mille cinq cents Euro (EUR 37.500,-) représenté par mille cinq cents (1,500) parts sociales divisées entre les classes de parts sociales suivantes ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune:

- a. mille deux cent cinquante-neuf (1.259) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales A»);
- b. cinquante-quatre (54) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales B»);
- c. quatre-vingt-seize (96) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales C»); et
- d. quatre-vingt-onze (91) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales D»).

6.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées par Part Sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des Parts Sociales des Associés ou de l'Associé unique selon le cas, par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Associés ou à l'Associé unique selon le cas, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Modification du capital social.

7.1 Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'Associé unique ou résolution adoptée par les Associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales.

8.1 Chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes, et à une voix aux assemblées générales des Associés.

8.2 La propriété d'une part emporte acceptation tacite des stipulations prévues aux Statuts de la Société et aux décisions de l'Associé Unique ou de l'ensemble des Associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales.

9.1 Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

9.2 Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Dispositions des parts sociales.

10.1 Conformément aux termes et conditions du Pacte d'Associés, nul Associé ne peut entreprendre, ou accepter d'entreprendre, pendant la durée d'exécution du Pacte d'Associés, l'une quelconque des actions suivantes, si ce n'est qu'en conformité avec l'article 11:

10.1.1 Vendre, transférer, disposer de, céder, gager, hypothéquer, affecter d'une charge ou grever d'une autre manière toute Part Sociale ou intérêt dans les Parts Sociales;

10.1.2 Accorder une option, un droit ou un intérêt sur toute Part Sociale ou tout intérêt dans les Parts Sociales;

10.1.3 Devenir partie à tout accord relatif aux votes attachés aux Parts Sociales; ou

10.1.4 Donner son accord pour un des cas précité.

Art. 11. Transfert des parts sociales.

11.1 Les cessions de Parts Sociales en cas d'Associé unique sont libres. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les Statuts et par le Pacte d'Associés.

11.2 Restrictions aux transferts

Sauf le cas d'un transfert aux Affiliés en application de l'article 11.3, les Parts Sociales B et les Parts Sociales C ne peuvent pas être transférées. Les Parts Sociales A et les Parts Sociales D peuvent être transférées en tout ou en partie. Les Parts Sociales de toute classe ne peuvent être transférées qu'avec les Prêts Subordonnés (ou la proportion pertinente des Prêts Subordonnés) détenus par les Associés concernés ou leurs Affiliés et uniquement en conformité avec les dispositions de cet article 11 et du Pacte d'Associés.

11.3 Transfert aux Affiliés

Tout Associé (ou ses Affiliés) peut transférer tout ou partie de ses Parts Sociales à une entité qui est un Affilié de cet Associé en donnant une notification écrite préalable aux autres Associés, sauf qu'il n'est pas possible pour l'Associé B de transférer ses Parts Sociales à ACRED GROUP S.r.o.. Tout Affilié détenant des Parts Sociales devra immédiatement céder à nouveau ses Parts Sociales et tous Prêts Subordonnés y afférents à un tel Associé ou une personne Affiliée d'un tel Associé s'il cesse d'être un Affilié de l'Associé, et chacun des Associés approuve et s'engage à voter en faveur du transfert de toute Part Sociale en vertu de cet article 11.3 à toute réunion des Associés tenue pour se conformer à la Loi lorsque les stipulations précédentes de cet article et les stipulations du Pacte d'Associés ont été respectées.

11.4 Approbation des transferts

Chacun des Associés approuve et s'engage à voter en faveur du transfert de toute Part Sociale en vertu de cet article 11 à toute réunion des Associés tenue pour se conformer avec les lois du Luxembourg, lorsque les stipulations précédentes de cet article et les stipulations du Pacte d'Associés ont été respectées.

11.5 Conditions des transferts

Sous réserve des termes et conditions du Pacte d'Associés, tout transfert de Parts Sociales d'un Associé à un autre doit être réalisé en conformité avec les dispositions suivantes:

11.5.1 Le cédant doit à la date de cession spécifiée, délivrer un certificat dûment signé en ce qui concerne les Parts Sociales;

11.5.2 La contrepartie pour les Parts Sociales doit être payée par le cessionnaire par paiement par virement électronique sur le compte du cédant, dont les détails ont été notifiés au cessionnaire au moins deux Jours Ouvrables avant la date de la cession;

11.5.3 Le transfert des Parts Sociales ne peut se faire que dans la mesure où ces Parts Sociales sont libres de toutes réclamations, sûretés, passifs, privilèges ou autres servitudes et sont transférées avec le bénéfice de l'ensemble des droits y afférents à la date de réalisation;

11.5.4 Chaque partie doit faire toute chose et entreprendre tout acte raisonnablement nécessaire pour effectuer le transfert des Parts Sociales en conformité avec les termes des Statuts et du Pacte d'Associés.

Art. 12. Droits de «Drag-Along» et de «Tag-Along».

12.1 Droits de «Drag-Along»:

Si tous les Associés A et l'Associé D ou leurs Affiliés (les «Associés Pertinents») souhaitent céder toutes les Parts Sociales A et les Parts Sociales D et les Prêts Subordonnés y afférents à un Tiers Acquéreur, les Associés Pertinents pourront lors de toute cession par eux de toutes les Parts Sociales A, les Parts Sociales D et les Prêts Subordonnés à un Tiers Acquéreur (le «Groupe Acquéreur»), en émettant un avis (l'«Avis d'Acquisition Obligatoire») à chaque autre Associé (chacun un «Associé Minoritaire»), exiger que chacun des Associés Minoritaires cède à eux ou au Groupe Acquéreur toutes leurs Parts Sociales et leurs Prêts Subordonnés (l'accomplissement d'une telle vente devant avoir lieu le même jour que le jour de l'accomplissement de la cession par l'Associé Pertinent au Groupe Acquéreur). L'Avis d'Acquisition Obligatoire devra faire état du prix offert par le Tiers Acquéreur pour les Parts Sociales A et les Parts Sociales D (le «Prix du Tiers»). La contrepartie pour la cession des Parts Sociales B et des Parts Sociales C en vertu de cet article 12.1 devra être une somme égale à la distribution qui aurait été faite à l'Associé B et à l'Associé C si le Portefeuille avait été vendu à la date de l'Avis d'Acquisition Obligatoire pour une valeur déterminée en conformité avec le restant des dispositions de cet article 12.1 (la «Valeur de Propriété»). La Valeur de Propriété doit être:

12.1.1 Si aucun prix n'a été offert par le Tiers Acquéreur pour 100% des Parts Sociales et des Prêts Subordonnés de la Société, une somme égale à celle qui résulterait, à la vente du Portefeuille à cette valeur et la distribution du produit de la vente (net de frais de vente normalement payés) en conformité avec les dispositions de l'article 11.1 du Pacte d'Associés (comme si cette date était la Date Finale de Distribution sous ce Pacte d'Associés), à la perception par les Associés A et l'Associé D d'une somme égale au Prix du Tiers pour les Parts Sociales A et les Parts Sociales D; ou

12.1.2 Si le Tiers Acquéreur a offert un prix (le «Prix d'Offre») pour 100% des Parts Sociales et des Prêts Subordonnés de la Société, le Prix d'Offre.

12.2 Droits de «Tag-Along»:

Si tous les Associés A et l'Associé D ou leurs Affiliés (les «Associés Pertinents») souhaitent céder toutes les Parts Sociales A et les Parts Sociales D et leurs Prêts Subordonnés à un Tiers Acquéreur (le «Groupe Acquéreur»), les Associés Pertinents devront délivrer un avis écrit préalable à l'Associé B et à l'Associé C; dans un délai de dix (10) Jours Ouvrables à compter de la date de réception d'un tel avis, l'Associé B et l'Associé C auront le droit, en délivrant un avis (l'«Avis d'Acquisition Obligatoire») aux Associés Pertinents, d'exiger des Associés Pertinents qu'ils achètent ou fassent en sorte que le Groupe Acquéreur achète ses Parts Sociales et Prêts Subordonnés (la réalisation d'une telle vente devant se faire le même jour que le jour de réalisation de la vente par les Associés Pertinents au Groupe Acquéreur). L'Avis d'Acquisition Obligatoire devra faire état du prix offert par le Tiers Acquéreur pour les Parts Sociales A et les Parts Sociales D (le «Prix du Tiers»). La contrepartie pour la cession des Parts Sociales B et des Parts Sociales C en vertu de cet article 12.2 devra être une somme égale à la distribution qui aurait été faite à l'Associé B et à l'Associé C si le Portefeuille avait été vendu à la date de l'Avis d'Acquisition Obligatoire pour une valeur déterminée en conformité avec le restant des dispositions de cet article 12.2 (la «Valeur de Propriété»). La Valeur de Propriété doit être:

12.2.1 Si aucun prix n'a été offert par le Tiers Acquéreur pour 100% des Parts Sociales et des Prêts Subordonnés de la Société, une somme égale à celle qui résulterait, à la vente du Portefeuille à cette valeur et la distribution du produit de la vente (net de frais de vente normalement payés) en conformité avec les dispositions de l'article 11.1 du Pacte d'Associés (comme si cette date était la Date Finale de Distribution sous ce Pacte d'Associés), à la perception par les Associés A et l'Associé D d'une somme égale au Prix du Tiers pour les Parts Sociales A et les Parts Sociales D; ou

12.2.2 Si le Tiers Acquéreur a offert un prix (le «Prix d'Offre») pour 100% des Parts Sociales et des Prêts Subordonnés de la Société, le Prix d'Offre.

Art. 13. Droit de première offre.

13.1 Nonobstant les termes de tout Plan d'Activité, si la Société souhaite transférer tout ou une partie de ses intérêts dans une Propriété ou un Véhicule Spécial de Propriétés à un Tiers Acquéreur avant le moment convenu dans le Plan d'Activité pertinent (excluant tout financement ultérieur ou tous accords de vente ultérieurs) pour une telle cession (les «Intérêts Offerts»), elle doit faire auparavant une offre à l'Associé B dans un avis écrit (l'«Avis de Cession») précisant les détails des Intérêts Offerts et le prix pour les Intérêts Offerts (étant le prix auquel la Société entend vendre ses Intérêts Offerts) et tout autre terme que la Société est prête à accepter (ensemble les «Termes»).

13.2 L'Associé B doit, dans les dix (10) Jours Ouvrables de la réception de l'Avis de Cession (la «Date Limite de l'Offre»), soit:

13.2.1 Délivrer un avis écrit à la Société acceptant l'offre aux Termes de l'Avis de Cession (l'«Avis d'Acceptation»);
ou

13.2.2 Délivrer un avis écrit à la Société refusant l'offre contenue dans l'Avis de Cession.

13.3 Lorsqu'un Avis d'Acceptation est donné par l'Associé B, la Société doit céder et l'Associé B ou son Affilié désigné doit recevoir les transferts des Intérêts Offerts.

13.4 La date de clôture de tous transferts à réaliser en application de cet article ne doit pas se situer plus de quinze (15) Jours Ouvrables à compter de la date de l'Avis d'Acceptation.

13.5 Si l'Associé B ne délivre pas d'Avis d'Acceptation ou ne répond pas à l'Avis de Cession pour la Date Limite de l'Offre, la Société est libre de vendre à un Tiers Acquéreur.

Art. 14. Formalités.

14.1 La cession de Parts Sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

14.2 Les cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil Luxembourgeois.

Art. 15. Gérance.

15.1 La Société est gérée à tout moment pendant l'existence du Pacte d'Associés par trois Gérants, lesquels n'ont pas besoin d'être Associés (individuellement désigné comme le «Gérant» et collectivement comme le «Conseil de Gérance»), dont deux seront des gérants A (le «Gérant A») choisis parmi les candidats proposés par les Associés A et un sera un gérant B (le «Gérant B») choisi parmi les candidats proposés par l'Associé B. Dans l'hypothèse de la survenance de tout Cas de Défaillance relatif à tout Associé, les Gérants qui avaient été proposés par un tel Associé doivent être révoqués avec effet immédiat par une décision de l'assemblée générale des Associés de la Société et remplacés par des Gérants nommés à partir d'une liste de candidats proposés par les Associés Non Défaillants, tels que définis dans le Pacte d'Associés (dans une proportion reflétant le ratio du Capital Investi de chaque Associé Non Défaillant dans le Capital Investi total de tous les Associés Non Défaillants).

15.2 Chaque Associé peut proposer la révocation d'un gérant sélectionné pour être nommé par lui et la nomination d'un Gérant de remplacement désigné en application de l'article 15.1 ci-dessus, par un avis de la Société signé par ou au nom d'un tel Associé, exigeant qu'une assemblée générale des Associés soit réunie en conformité avec les Statuts pour révoquer un tel Gérant ainsi désigné et désigner un Gérant en remplacement avec effet à la date de l'assemblée générale

des Associés et tous les Associés conviennent qu'ils voteront à l'assemblée générale pour approuver la révocation d'un tel Gérant et la nomination d'un Gérant en remplacement.

15.3 Les Gérants ne peuvent prétendre à une rémunération en leur qualité de Gérants de la Société à moins qu'il n'en soit convenu différemment par les Associés unanimement.

15.4 Au moment de la réalisation de toute vente, cession, transfert ou autre acte de disposition de toutes les Parts Sociales détenues par un Associé, l'Associé doit obtenir la démission de chaque Gérant désigné par lui.

15.5 Les réunions du Conseil de Gérance doivent être dûment convoquées et se tenir tel qu'il en sera déterminé par le Conseil de Gérance, et, sauf si les Associés en décident autrement, au moins tous les six (6) mois et au siège social de la Société ou en d'autres lieux que le Conseil de Gérance déterminera de temps à autre. Le Conseil de Gérance ne pourra pas être valablement convoqué par un avis de moins de cinq (5) Jours Ouvrables donné à tous les Gérants et accompagné d'une liste des points à l'ordre du jour de la réunion considérée. Toutefois, les réunions du Conseil de Gérance pourront être convoquées par avis donné au moins quarante-huit heures à l'avance à tous les gérants si les intérêts de la Société risquaient, selon l'avis d'un Gérant, d'être lésés d'une manière conséquente si les affaires devant être traitées à une telle réunion ne l'ont pas été de manière urgente ou si tous les Gérants sont d'accord.

15.6 Aucune résolution ne pourra être adoptée à une réunion du Conseil de Gérance sauf si au moins un Gérant désigné par un Associé A est présent ou représenté par procuration et si une majorité simple des Gérants présents ou représentés par procuration votent en faveur.

15.7 Le poste de Président du Conseil de Gérance doit être tenu par un Gérant A. Le Président a voix prépondérante en cas de blocage. Si le Président n'est pas présent à une réunion du Conseil de Gérance, les Gérants A présents pourront désigner l'un quelconque de leurs membres pour agir comme Président pour les besoins de la réunion.

15.8 Tout Gérant peut agir à une réunion du Conseil de Gérance en nommant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre Gérant en tant que mandataire. Un Gérant seul peut représenter plus d'un de ses collègues.

15.9 Tout Gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

15.10 Le Conseil de Gérance peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une décision écrite, signée par tous les Gérants est par conséquent adéquate et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, qui a été dûment convoquée et tenue et une telle décision peut être rédigée en un seul document ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Art. 16. Pouvoirs des gérants.

16.1 Le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition concernant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le Conseil de Gérance a la responsabilité de l'encadrement et de la gestion de la Société et de son Activité.

16.2 La Société sera engagée par deux Gérants ou par tout mandataire spécial nommé par deux (2) Gérants sauf en ce qui concerne les Mandats Bancaires, qui devront être exécutés conformément à la définition du «Mandat Bancaire».

Art. 17. Evénements affectant le gérant.

17.1 Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un Gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

17.2 Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un Gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 18. Responsabilité des gérants.

18.1 Aucun Gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, une obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 19. Réviseurs d'entreprises.

19.1 Les opérations de la Société peuvent être surveillées, et doivent l'être dans les cas prévus par la loi, par un ou plusieurs Auditeurs, qui n'ont pas besoin d'être Associés.

19.2 Les Auditeurs, s'il y en a, seront nommés par décision de l'Associé unique ou par résolution adoptée par les Associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. A la fin de leur mandat d'Auditeur, ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'Associé unique ou des Associés.

Art. 20. Décisions des associés.

20.1 Lorsque la Société est composée d'un Associé unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des Associés. Dans ce cas, les Articles 194 à 196 et 199 de la Loi ne sont pas applicables.

20.2 En cas de pluralité d'Associés, les décisions des Associés sont prises lors d'une assemblée générale ou, s'il n'y a pas plus de vingt-cinq Associés, par vote écrit sur le texte des décisions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux Associés par lettre recommandée.

20.3 Dans ce dernier cas, les Associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la décision proposée.

20.4 En cas de pluralité d'Associés, aucune décision n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par des Associés représentant ensemble au moins la moitié du capital social. Toutes modifications des Statuts doivent être approuvées par les Associés représentant ensemble au moins les trois quarts du capital social.

20.5 Les décisions de l'Associé unique ou des Associés, le cas échéant, sont établies par écrit, consignées dans un registre et conservées par la gérance au siège social de la Société. Les procurations sont attachées aux procès verbaux.

Art. 21. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un associé.

21.1 L'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant l'Associé unique ou des Associés n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 22. Année sociale.

22.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 23. Bilan.

23.1 Chaque année, le dernier jour de l'année sociale, les comptes sont arrêtés, le Conseil de Gérance dresse un inventaire des actifs et des passifs et établit le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi. Le bilan et le compte de profit et pertes sont soumis à l'Associé unique ou le cas échéant aux Associés pour approbation.

23.2 Tout Associé, ou son mandataire, peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société, conformément à l'article 198 de la Loi.

Art. 24. Distributions.

24.1 Chaque année cinq pour cent du bénéfice net est déduit et alloué à la réserve légale, cette allocation n'est plus obligatoire lorsqu'elle atteint dix pour cent du capital social.

24.2 Le surplus du bénéfice sera distribué par une décision de l'Associé unique ou en vertu d'une résolution des Associés, le cas échéant, sans préjudice des droits de la gérance de payer des dividendes sur des comptes dans le respect des dispositions légales et conformément au Pacte d'Associés.

24.3 La décision de distribuer des fonds et la détermination des conditions et du montant d'une telle distribution sera prise en conformité aux stipulations du Pacte d'Associé.

Art. 25. Distribution de dividendes intérimaires.

25.1 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'Année Sociale sur la base du relevé des comptes faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, lorsque c'est le cas, les profits réalisés depuis la fin de la dernière Année Sociale, augmentés des profits reportés et des réserves distribuables, mais déduction faite des pertes reportées et des sommes devant être allouées à la réserve devant être établie en vertu de la Loi et des Statuts, que (ii) de telles sommes distribuées ne correspondant pas à des profits effectivement réalisés sont remboursées par les Associés, et que (iii) une telle distribution de dividendes intérimaires est dans tous les cas réalisée en conformité avec la Loi et les stipulations du Pacte d'Associés.

Art. 26. Dissolution, Liquidation.

26.1 La Société peut être dissoute à tout moment par décision adoptée par l'Associé unique ou des Associés, le cas échéant.

26.2 Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par l'Associé unique ou par les Associés qui fixeront les pouvoirs et émoluments du ou des liquidateurs.

Art. 27. Sujets non prévus par les statuts.

27.1 Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique des Statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur et au Pacte d'Associés.

Art. 28. Définitions.

«Activité» signifie l'activité de la Société décrite à l'article 3;

«Affilié» par rapport à une société ou une société à responsabilité limitée, signifie toute Filiale de celle-ci ou toute Société Holding de celle-ci ou toute autre filiale d'une telle Société Holding et en ce qui concerne l'Associé B et l'Associé C comprend le Gestionnaire de Portefeuille;

«Année Sociale» signifie chaque période de douze (12) mois civils s'achevant à la Date de Référence Comptable sous réserve que la première Année Sociale commence à la date de constitution de la Société et finisse à la Date de Référence

Comptable suivante et chaque Année Sociale (autre que la première) doit coïncider avec chaque période comptable de la Société;

«Associé» signifie toute personne enregistrée au registre des Parts Sociales de la Société en tant que détenteur de telles Parts Sociales de temps à autre et les «Associés» étant conçu comme son pluriel;

«Associé(s) A» signifie le(s) détenteur(s) de Parts Sociales A de temps à autre;

«Associé(s) B» signifie le(s) détenteur(s) de Parts Sociales B de temps à autre;

«Associé(s) C» signifie le(s) détenteur(s) de Parts Sociales C de temps à autre;

«Associé(s) D» signifie le(s) détenteur(s) de Parts Sociales D de temps à autre;

«Auditeur(s)» signifie le ou les réviseurs d'entreprises actuel(s) et à venir de la Société;

«Banque» signifie une banque ou des banques déterminées de temps à autre par la Société;

«Capital Investi» signifie en ce qui concerne un Associé à un moment donné, le montant total de:

(a) la valeur nominale des Parts Sociales détenues par cet Associé conformément au Pacte d'Associés; et

(b) le montant principal restant au titre d'un des Prêts Subordonnés tirés par ou acquis par cet Associé ou un de ses Membres;

«Cas de défaillance» a la signification qui lui est assignée dans le Pacte d'Associés;

«Compte bancaire» signifie le compte ou les comptes de la Société actuels ou à venir ouverts auprès de la Banque et devant fonctionner uniquement en conformité avec le Mandat Bancaire;

«Contrat de Gestion de Portefeuille» signifie le contrat qui sera conclu dans une forme convenue entre la Société et le Gestionnaire de Portefeuille;

«Contrat de Prêt Subordonné» signifie les contrats conclu ou qui seront conclus entre un Associés ou un Affilié d'un Associé et la Société dans la forme agréée;

«Date de Distribution de Propriétés» signifie la date consécutive à vingt (20) Jours Ouvrables suivant la date de réalisation de la vente d'une Propriété ou d'un Véhicule Spécial de Propriétés ou tout autre date approuvée par les Associés;

«Date d'Établissement» signifie la date du Pacte d'Associés ou toute autre date convenue entre les parties;

«Date Finale de Distribution » signifie la date correspondant aux dix (10) Jours Ouvrables suivant la date de réalisation de la vente de toutes les Parts Sociales de la Société ou de la vente par la Société de la disposition des parts de Véhicule Spécial de Propriétés détenant toutes les Propriétés et tous les biens réalisables de la Société ou des Filiales de la Société selon le cas, conformément aux dispositions des articles 10 et 11, ou la vente par les Associés de toutes leurs Parts Sociales dans la Société à condition que cette date ne soit pas postérieure à :

a) quarante-deux (42) mois suivant la date du Pacte d'Associés; ou

b) toute autre date pouvant être déterminée par les Associés A;

«Date de Référence Comptable» signifie le 31 décembre ou toute autre date que la Société pourrait adopter à l'avenir;

«Documents de Financement Senior» signifie le contrat de crédit conclu avec un prêteur adéquat concernant le financement de la dette senior dans le but de financer et/ou de refinancer l'acquisition des Propriétés par la Société ou une Filiale de la Société et comprend toute autre contrat de crédit tiers permettant à tout moment le refinancement dudit prêt et «Prêt Senior» et «Prêteur Senior» doivent s'interpréter par rapport à ce terme;

«Filiale» d'une société ou d'une société à responsabilité limitée (la première société) signifie une société (la seconde société) dont la première société détient directement ou indirectement au moins la majorité des droits de vote ou des titres ou a le pouvoir de nommer ou révoquer au moins la majorité des membres du conseil d'administration ou de gestion de la seconde société ou contrôle seul ou de concert avec des tiers au moins la majorité des droits de vote dans cette seconde société;

«Gestionnaire de Portefeuille» signifie ACRED GROUP s.r.o. ou à l'avenir toute autre partie qui sera désignée Gérante par la Société;

«Jour Ouvrable» signifie un jour autre qu'un samedi ou un dimanche pendant lequel les principales banques des villes de Londres, Prague et Luxembourg sont ouvertes pour les services clients non-automatisés;

«Mandat Bancaire» signifie le mandat donné à la Banque dans une forme agréée (ou dans une autre forme que les parties auront convenu) selon lequel au moins une signature d'un Gérant A est requise pour des sommes d'un montant égal ou inférieur à dix mille Euros (EUR 10.000,-) et selon lequel deux signatures de Gérants A sont requises pour des sommes d'un montant supérieur à dix mille Euros (EUR 10.000,-), et ce pour ordonner à la Banque le transfert de sommes du Compte Bancaire, la signature de chèques ou toutes autres instructions de paiement en relation avec le Compte Bancaire;

«Pacte d'Associés» signifie la convention d'associés en rapport avec la Société conclue le 12 octobre 2007;

«Parts Sociales» signifie les Parts Sociales A, les Parts Sociales B, les Parts Sociales C et les Parts Sociales D et toutes parts sociales émises en échange de ces parts sociales ou par voie de conversion ou de reclassification et toute part sociale représentant ou dérivant de ces parts sociales suite à une augmentation, une réorganisation ou une modification du capital social de la Société;

«Plan d'Activité» signifie en tout temps le plan d'activité actualisé et approuvé pour chaque Propriété qui présente les buts (y compris les opportunités, les données d'investissement et la stratégie) et les objectifs financiers de la Société et

de Véhicule Spécial de Propriétés concernées (s'il y a lieu) (y compris le Budget d'Équipement et le Budget d'Exploitation (dont les termes sont définis dans le Contrat de Gestion de Portefeuille) prévus par le Gestionnaire de Portefeuille conformément au Contrat de Gestion de Portefeuille) et mis à jour par le Gestionnaire de Portefeuille et approuvé par les Associés au moins quarante-cinq (45) jours avant le début de chaque Année Sociale (chaque Plan d'Activité approuvé antérieurement étant retenu jusqu'à ce qu'une telle mise à jour et autorisation soit donnée pour chaque cas) et intégrant toutes les modifications et changements raisonnables demandés par les Associés A;

«Portefeuille» signifie l'ensemble des Propriétés qui seront acquises par la Société ou un Véhicule Spécial de Propriétés conformément au Plan d'Activité approprié;

«Prêt(s) Subordonné(s)» signifie les sommes avancées par un Associé ou un Affilié d'un Associé de la Société conformément au Pacte d'Associés ou aux contrats de prêts subordonnés en cours à la date du Pacte d'Associés et les Contrats de Prêts Subordonnés portant chacun intérêt (qui augmentera et sera capitalisé en cas de défaut de paiement) au taux Euribor de douze (12) mois plus 2,125% ou tout autre taux que les Associés approuveraient (et comprenant les bénéfices de ces prêts attribués à un Associé ou à un Affilié d'un Associé conformément au Pacte d'Associés);

«Prêteur» signifie un Associé ou un Affilié d'un Associé qui a octroyé un Prêt Subordonné conformément au Pacte d'Associés;

«Propriété» ou «Propriétés» signifie la propriété ou les propriétés qui seront acquises (ou qui sont acquises) par la Société ou un Véhicule Spécial de Propriétés et tel que détaillé dans le Plan d'Activités;

«Véhicule Spécial de Propriétés» a le sens qui lui est attribué dans le Contrat de Gestion de Portefeuille;

«Société Holding» en rapport avec une société ou une société à responsabilité limitée, signifie une société ou une personne qui directement ou indirectement détient au moins la majorité des droits de vote de cette société ou société à responsabilité limitée ou a le droit de nommer ou révoquer une majorité des membres du conseil d'administration ou de gérance ou d'autres directeurs semblables de cette société ou société à responsabilité limitée ou contrôle seule ou, en application d'une convention avec d'autres, une majorité des droits de vote de cette société ou société à responsabilité limitée;

«Terme» signifie la période allant de la Date de Création à la Date Finale de Distribution;

«Tiers Acquéreur» signifie une entité qui n'est ni un Affilié ni un Associé.

Sixième résolution

Les Associés décident de révoquer de son mandat de gérant Monsieur Peter Cluff, avec effet au 12 octobre 2007 et décident de lui octroyer décharge intégrale au regard de son mandat en tant que Gérant de la Société.

Septième résolution

Les Associés décident de nommer, avec effet au 12 octobre 2007, ou de confirmer, le cas échéant, Monsieur Eric Biren, résidant au 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, et Monsieur Vincent Goy, résidant au 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, comme Gérants A de la Société, et Monsieur Anthony Caine, résidant à Betlémský palác, Husova 240/5, 110 00 Prague 1, République tchèque, comme Gérant B de la Société, pour une durée indéterminée.

Huitième résolution

Les Associés décident de nommer, avec effet au 12 octobre 2007, DELOITTE S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprise de la Société pour une durée de six (6) ans.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ trois mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est clôturée.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite aux personnes comparantes, connus du notaire par ses nom, prénom, statut civil et résidence, lesdites parties comparantes ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. Biren, R. Massé, M. Martin, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 octobre 2007, Relation: EAC/2007/12658. — Reçu 250 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007146058/239/1056.

(070169891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2007.

MH Germany Property 32 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 134.186.

—
STATUTES

In the year two thousand seven on the fifteenth day of November.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

MANSFORD GERMANY S.à r.l, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 128.341, represented by Mrs Meike Lakerveld, lawyer, residing professionally in L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès, by virtue of proxy given on November 7, 2007.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as well as by the articles of association.

Art. 2. The object of the company is the acquisition management, development and sale, for its own account, of real properties wherever they may be located.

The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises in which the company has a participating interest or which form a part of the group companies to which the company belongs such as, any assistance, loans, advances or guarantees.

Art. 3. The company has been formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The company will assume the name MH GERMANY PROPERTY 32 S.à r.l., a company with limited liability.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of manager, by decision of the board of managers

The company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty five euro (EUR 25.-) each.

The company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available regards the excess purchase price. The shareholder decision to redeem its own shares shall be taken by unanimous vote of the shareholders representing one hundred percent (100%) of the share capital, in extraordinary general meeting and will entail reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of single shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The company's shares are indivisible between partners since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the company's shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law.

Art. 11. The company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of one manager A and one or more managers B. The manager (s) need not to be shareholders. The manager (s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one manager A and one manager B.

In case of plurality of managers, any manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the Board of Managers held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

The manager may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decision irrespectively of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of partners owning three quarters of the company's share capital.

Art. 15. The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the company's year, the company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent of the net profits of the company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to 10 per cent of the company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the company.

Interim dividends may be distributed at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. these accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. the decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members
4. The payment is made once the company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the company are not threatened

Art. 18. At the time of the winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who will fix their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the law for all matters for which no specific provision is made in these articles.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and it shall end on thirty-first December, 2008.

Subscription - payment

MANSFORD GERMANY S. à r. l the appearing party, represented as stated hereabove, declares to have fully paid the shares by contribution in cash, so that amount of twelve thousand and five hundred euro (12,500.- EUR) is at the disposal of the company as has been proved to the undersigned notary, expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

1) The company will be administrated by the following managers for an unlimited period:

Managers A:

- Mr Graeme Stubbs, manager, born in Port Hedland, Australia, on 24 March 1974, with address at 113 Fordwych Road, Flat 3, West Hampstead, UK-NW2 3NJ London, United Kingdom,
- Mr Greg Wadsworth, manager, born in New York on July 15, 1966, residing professionally at 15, Bury Walk, SW3 6QD, London, United Kingdom;

Managers B:

- Mr Bart Zech, lawyer, born in Putten, The Netherlands, on 5 September 1969, with professional address at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg;
- Mr Frank Walenta, lawyer, born in Geneva, Switzerland on 2 February 1972, with professional address at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg;
- Ms Leonie Marder, lawyer, born in Brussels (Belgium) on June 11, 1981, and professionally residing at 12, rue Léon Thyès, 2636 Luxembourg.

The company will be bound in all circumstances by the joint signature of one manager A and one manager B.

2) The address of the corporation is fixed at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the person appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le quinze novembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

MANSFORD GERMANY S.à r.l, une société à responsabilité limitée ayant son siege social à 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 128.341,

ici représentée par Madame Meike Lakerveld, juriste, demeurant professionnellement à L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès,

en vertu d'une procuration datée du 7 novembre 2007.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, dûment représentée, a requis le notaire instrumentant de dresser un acte ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier par la loi du 15 août relative aux sociétés commerciales ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, le développement et la vente, pour son propre compte, de propriété immobilière quelque soit le lieu où elles se situent.

La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute

autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour.

Art. 4. La société prend la dénomination de MH GERMANY-PROPERTY 32 S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de gérants, du conseil de gérance. La société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt cinq euros (EUR 25,-) chacune.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise en par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction des parts sociales rachetées.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues à l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la loi.

Art. 11. La société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance composé de un gérant A et de un ou plusieurs gérants B. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B.

En cas de pluralité de gérants, les gérants peuvent participer à toutes réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg sera équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, téléfax ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société;

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de vote un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les statuts de société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quart du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prise lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés; Dans cette hypothèse, un projet explicite de (s) résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare l'inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la société Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la société repris dans les comptes- annuels, après déduction des frais généraux, amortissement et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fond de réserve jusqu'à que celui-ci atteigne dix pour cent du capital Le solde des bénéfices nets peut être distribués aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. l'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul compétente pour décider de la distribution d'acompte sur dividendes
4. le paiement n'est effectué par la société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés

Art. 18. Au moment de la dissolution de la société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents statuts, il est fait référence à la loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2008.

Souscriptions - libération

MANSFORD GERMANY S.à r.l., la partie comparante, représentée comme dit-est, a déclaré que toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à la disposition de la société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Décision de l'associé unique

- 1) La société est administrée par les gérants suivants pour une durée illimitée:

Gérants A:

- Monsieur Graeme Stubbs, gérant, né à Port Hedland, Australie, le 24 mars 1974, demeurant à 113, Fordwych Road, Flat 3, West Hampstead, UK-NW2 3NJ Londres, Royaume-Uni;
- Monsieur Greg Wadsworth, gérant, né à New York le 15 juillet 1966, demeurant professionnellement à 15, Bury Walk, SW3 6QD, Londres, Royaume-Uni;

Gérants B:

- Monsieur Bart Zech, juriste, né à Putten, Pays Bas le 5 septembre 1969, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyes, L-2636 Luxembourg;

- Monsieur Frank Walenta, juriste, né à Genève, Suisse le 2 février 1972, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg;

- Mademoiselle Leonie Marder, juriste, née à Bruxelles (Belgique) le 11 juin 1981, demeurant professionnellement au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B.

2) L'adresse de la Société est fixée au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Lakerveld, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2007, LAC/2007/36618. — Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2007.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007146102/220/287.

(070170450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Armstrong S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 67.825.

—
Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 24 septembre 2007

- Monsieur Reno Maurizio Tonelli, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommé comme nouvel administrateur de catégorie A, en remplacement de Monsieur Giuseppe Rossini, administrateur démissionnaire, avec effet au 20 septembre 2007.

Le mandat de Monsieur Reno Maurizio Tonelli prendra fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Monsieur Reno Maurizio Tonelli est également nommé Président du Conseil d'administration.

Luxembourg, le 28 novembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008000647/534/18.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02319. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Challenger Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 33.727.

—
Le siège social de BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE, commissaire aux comptes a été transféré au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000650/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02324. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Diafin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 79.544.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 29 novembre 2007

Résolutions

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2007 comme suit:

conseil d'administration:

MM. Francesco Moglia, employé privé, demeurant à Luxembourg, président;
Eric Scussel, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Christophe Velle, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;

commissaire aux comptes:

DELOITTE S.A, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008000690/24/23.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03405. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Fineura Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 59.556.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 30 novembre 2007

Résolutions

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2007 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Bruno Gobetti, entrepreneur, demeurant à Montecchio Maggiore (Italie), président;
Gerd Fricke, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Sandro Capuzzo, employé privé, né le 14 décembre 1958 à Trieste (Italie), demeurant professionnellement au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;
Mme Carine Agostini, employée privée, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes:

Comco S.A., 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008000691/24/25.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03402. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Mora S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 35.659.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 25 octobre 2007 à 11.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- L'Assemblée décide, à l'unanimité, de renouveler les mandats d'administrateur de Messieurs Koen Lozie, Jean Quintus et de la société COSAFIN SA, représentée par Monsieur Jacques Bordet.
- Par ailleurs, l'Assemblée Générale remercie le Commissaire aux Comptes, Monsieur Noël Didier, de sa précieuse collaboration et décide à l'unanimité de nommer en son remplacement la société:
VO CONSULTING LUX SA, 4, route d'Arlon, L-8399 Windhof
- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée approuvant les comptes au 30 juin 2008.

Pour copie conforme
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008000692/1172/21.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2007, réf. LSO-CK02320. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Melio Luxembourg International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 29.662.135,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 81.078.

Il résulte du contrat de vente du 19 octobre 2007 que toutes les parts sociales ordinaires de la Société détenues par BRANDBREW S.A., ont été transférées à CREDIT SUISSE PARTICIPATIONS (NEDERLAND) B.V., ayant son siège social au Honthorststraat 19, NL-1071 DC Amsterdam (Pays-Bas), inscrite au Registre de Commerce des Pays-Bas sous le numéro 30206207, de sorte que CREDIT SUISSE PARTICIPATIONS (NEDERLAND) B.V. détient désormais 29.662.135 parts sociales ordinaires de la Société représentant l'entière de son capital.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

Pour la société
TMF CORPORATE SERVICES S.A.
Gérant unique
Signatures

Référence de publication: 2008000689/805/20.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03764. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Patron Alpine I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 134.162.

STATUTES

In the year two thousand seven, on the sixteenth day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

PATRON INVESTMENTS Sàrl, a company incorporated under the law of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

here represented by Mr Michael Vandeloise private employee, with professional address in L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 15th November 2007

The said proxy, initialed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its here above stated capacity, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which he deems to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in European Union, as well as the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of these participations. The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. The Company may also grant loans to subsidiaries, affiliated companies or third parties. The Company may borrow in any form and in particular privately issue bonds.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of PATRON ALPINE I S. à r. l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

Art. 10. The bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors nor assigns may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be shareholders.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of management, who need not necessarily be shareholders. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the signature of one sole member of the board of management. The managers may be dismissed freely at any time.

The board of management may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The board of management shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of management.

In dealings with third parties, the board of management has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's object.

The board of management shall meet upon call by the chairman, or one of its members, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of management, but in his absence, the board

of management may appoint another of its members as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of management must be given to its members twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each member of the board of management in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of management.

Any member of the board of management may act at any meeting of the board of management by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another member of the board of management as his proxy. Any member of the board of management may represent more than one of his colleagues.

Any member of the board of management may participate in any meeting of the board of management by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of management can deliberate or act validly only if at least a majority of the members of the board of management is present or represented at a meeting of the board of management. Decisions shall be taken by a majority of votes of the members of the board of management present or represented at such meeting.

The board of management may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of management shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by one member of the board of management. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by one member of the board of management.

Art. 15. The death or resignation of the sole manager or of a member of the board of management, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The sole manager or the members of the board of management do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 21. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the sole manager or the board of management prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the members.

The sole manager or the board of management is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

All five hundred (500) shares are subscribed by PATRON INVESTMENTS Sàrl, aforementioned.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the 31st day of December 2008.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand nine hundred euro.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder representing the entirety of the subscribed capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as members of the board of management of the Company for an indefinite period:
 - Mrs Géraldine Schmit, director of company, born on 12th November 1969, in Messancy (Belgium), with professional address at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;
 - Mr Michael Vandeloise, private employee, born on 16th July 1982 in Messancy (Belgium), with professional address at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the proxy holder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing proxy holder and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the above appearing party, the said proxy holder appearing signed together with Us the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendundsieben, am sechzehnten November

Vor dem unterzeichneten Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

PATRON INVESTMENTS Sàrl eine Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

hier vertreten durch Herrn Michael Vandeloise Privatbeamter, mit berufsmäßiger Anschrift in L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 15. November 2007.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei, handelnd aufgrund obiger Ermächtigung, ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit zu gründen beabsichtigt, wie folgt zu beurkunden:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit, zwischen den jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und all denen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (société à responsabilité limitée), (die «Gesellschaft») der sie die nachstehende Satzung sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen zugrunde legen.

Art. 2. Den Gegenstand der Gesellschaft bilden die Durchführung aller Transaktionen, die im direkten oder indirekten Zusammenhang mit dem Erwerb, der Entwicklung und der Verwertung unbeweglicher Vermögenswerte in der Europäischen Union stehen, sowie der Erwerb von Beteiligungen an Unternehmungen jeglicher Form und die Leitung, Bewirtschaftung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft darf ihre Mittel für den Aufbau, die Bewirtschaftung, die Entwicklung und die Veräußerung eines Portfolios von Wertpapieren und Patenten jeglichen Ursprungs, für den Erwerb von Wertpapieren und Patenten durch Anlage, Zeichnung, Übernahme oder Option und für deren Verwertung im Wege des Verkaufs, der Übertragung, des Austauschs oder in anderer Weise verwenden.

Die Gesellschaft darf außerdem Bürgschaften und Sicherheiten zu Gunsten Dritter leisten, um ihre Obligationen oder die Obligationen von Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder jeglichen anderen Gesellschaften zu besichern. Sie darf ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in anderer Weise als Sicherheit verwenden. Die Gesellschaft darf darüber hinaus Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder Dritten Kredite gewähren. Die Gesellschaft darf Kredite in jeglicher Form aufnehmen und insbesondere Anleihen privat platzieren.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung PATRON ALPINE I S. à r. l.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden. Die Gesellschaft kann Zweigstellen oder Agenturen sowohl im Großherzogtum als auch im Ausland eröffnen.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Jeder Anteil gewährt ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Mehrheitsbeschluss der Gesellschafter geändert werden, vorausgesetzt, dass die zustimmenden Gesellschafter Dreiviertel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer für jeden Anteil an. Die Miteigentümer eines Anteils müssen durch eine einzige Person gegenüber der Gesellschaft vertreten sein.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile unter Lebenden an Dritte bedarf der Zustimmung der Hauptversammlung. Die Beschlussfassung erfolgt mit einer Mehrheit, welche Dreiviertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch Konkurs noch die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

Art. 11. Weder Gläubiger noch Rechtsnachfolger können, für jeglichen Grund es auch sein mag, Siegel an den Vermögenswerten und Dokumenten der Gesellschaft anbringen.

C. Geschäftsführung

Art. 12. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung hält auch die Dauer des Mandates fest.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, wird die Gesellschaft durch die Geschäftsführung, dessen Mitglieder nicht unbedingt Gesellschafter sein müssen, verwaltet. In diesem Falle wird die Gesellschaft in allen Gelegenheiten durch die Unterschrift von einem Mitglied der Geschäftsführung verpflichtet. Die Mitglieder der Geschäftsführung können zu jedem Zeitpunkt und ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Sondervollmachten oder begrenzte Vollmachten können unter authentischem oder privatschriftlichem Dokument an eine oder mehrere Personen ausgestellt werden.

Art. 13. Die Geschäftsführung wählt aus dem Kreise ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und hat auch die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Sie kann auch einen Sekretär bestellen, welcher nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muß, und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Dritten gegenüber hat die Geschäftsführung unter allen Umständen unbeschränkte Vollmacht zu Handlungen im Namen der Gesellschaft und zur Genehmigung von Geschäften und Handlungen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Die Geschäftsführung wird durch den Vorsitzenden oder durch eines seiner Mitglieder an dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen. Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung der Geschäftsführung; in seiner Abwesenheit kann die Geschäftsführung mit Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied der Geschäftsführung ernennen, um den Vorsitz dieser Sitzungen zeitweilig zu führen.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Auf schriftliche, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebene Einwilligung eines jeden Mitgliedes der Geschäftsführung, kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen der Geschäftsführung, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss der Geschäftsführung festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann sich in der Sitzung der Geschäftsführung aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied der Geschäftsführung vertreten lassen. Ein Mitglied der Geschäftsführung kann mehrere andere Mitglieder der Geschäftsführung vertreten.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle andere verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen ihrer auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt solche Beschlüsse werden schriftlich bestätigt; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

Art. 14. Die Protokolle aller Sitzungen der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführungsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von einem Mitglied der Geschäftsführung unterzeichnet.

Art. 15. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Mitgliedes der Geschäftsführung, aus welchem Grund auch immer, nicht aufgelöst.

Art. 16. Der alleinige Geschäftsführer oder die Mitglieder der Geschäftsführung haften aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder der Gesellschafter nicht persönlich. Er / Sie sind nur für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

D. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 18. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung einer einfachen Mehrheit der Gesellschafter, sofern diese wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Der alleinige Gesellschafter übt die Befugnisse, die der Hauptversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen, angehören.

E. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monat Januar eines jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember des selben Jahres.

Art. 21. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung stellen das Inventar, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent des Nettogewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung ist berechtigt, Interimdividenden zu verteilen, soweit ausreichende Mittel zur Verteilung verfügbar sind.

F. Gesellschaftsauflösung- Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest. Falls nicht anders vorgesehen, haben die Liquidatoren alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Das verbleibende Guthaben, der aus der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu ihren bestehenden Anteil am Kapital aufgeteilt.

Art. 24. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Zeichnung und Zahlung der Gesellschaftsanteile

Die fünfhundert (500) Anteile wurden vollständig von der vorbenannten PATRON INVESTMENTS Sàrl gezeichnet.

Die Gesamteinlage von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) besteht aus einer Kapitaleinlage von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und ist nun für die Gesellschaft verfügbar, so wie es dem Notar bewiesen worden ist.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Tag des Monats Dezember 2008.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorar und Auslagen werden auf eintausendneuhundert Euro geschätzt.

Hauptversammlung

Der Gesellschafter der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, hat unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Gesellschaftssitz befindet sich 6, rue Adolphe, L-1116 Luxemburg,
2. Die folgenden Personen werden als Mitglieder der Geschäftsführung ernannt. Die Mitglieder der Geschäftsführung sind auf unbestimmte Zeit ernannt:
 - Frau Géraldine Schmit, Gesellschaftsverwalterin, geboren in Messancy (Belgien) am 12. November 1969, berufsmäßig wohnhaft in 6, rue Adolphe, L-1116 Luxemburg,
 - Herr Michael Vandeloise, Privatbeamter, geboren in Messancy (Belgien), am 16. Juli 1982, berufsmäßig wohnhaft in 6, rue Adolphe, L-1116 Luxemburg,

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen des Bevollmächtigten der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei hat derelbe mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: M. Vandeloise, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2007, Relation: LAC/2007/37326. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. Dezember 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007145978/242/312.

(070170208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2007.

New Age S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 117.694.

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 7 novembre 2007 que:

- la société A.A.C.O. (ACCOUNTING, AUDITING, CONSULTING & OUTSOURCING) S.à r.l., ayant son siège social au 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg (RCS Luxembourg B 88.833) a été appelée aux fonctions de Commissaire aux Comptes, en remplacement de Monsieur Claude Weis, Commissaire aux Comptes démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Le domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008000644/58/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2007, réf. LSO-CL01847. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

New Life 2005 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.993.

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 7 novembre 2007 que:

- la société A.A.C.O. (ACCOUNTING, AUDITING, CONSULTING & OUTSOURCING) S.à r.l., ayant son siège social au 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg (RCS Luxembourg B 88.833) a été appelée aux fonctions de Commissaire aux Comptes, en remplacement de Monsieur Claude Weis, Commissaire aux Comptes démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Le domiciliataire
Signatures*

Référence de publication: 2008000646/58/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2007, réf. LSO-CL01848. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Immodream S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.577.

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 7 novembre 2007 que:

- la société A.A.C.O. (ACCOUNTING, AUDITING, CONSULTING & OUTSOURCING) S.à r.l., ayant son siège social au 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg (RCS Luxembourg B 88.833) a été appelée aux fonctions de Commissaire aux Comptes, en remplacement de Monsieur Claude Weis, Commissaire aux Comptes démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Signatures
Le domiciliataire*

Référence de publication: 2008000643/58/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2007, réf. LSO-CL01844. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Allmende S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.902.

Le siège social de BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE, commissaire aux comptes a été transféré au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000651/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02326. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Windsor House (Lux) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 103.383.

L'adresse de l'associé inscrit au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 103.382 est désormais la suivante:

WINDSOR HOUSE (LUX) 2 S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 novembre 2007.

Pour avis

Signature

Référence de publication: 2008000653/534/16.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02329. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Apsida Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 85.360.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social en date du 9 août 2007

La démission de Monsieur Stéphane Best demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, avec effet au 30 août 2006, au poste de Commissaire aux Comptes, est acceptée.

La nomination de la Fiduciaire JEAN-MARC FABER & Cie S.à.r.l ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet immédiat au 1^{er} septembre 2006, au poste de Commissaire aux Comptes, en remplacement de Monsieur Stéphane Best est acceptée.

Les mandats des administrateurs, à savoir Madame Xenia Photiou demeurant au 59, Metochiou Street à CY-1101 Nicosia, Monsieur Vasiliki Kestekidou demeurant au 2, Androutsou Str. à 174 55 Alimos Attikis, Monsieur Nikolaos Fragis demeurant au 29, Fivis Str. à 166 74 Glifada Attikis et Monsieur Stamatis Thiakos demeurant au 38, Vermiou Str. A 163 44 Ilioupoli Attikis ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de la Fiduciaire JEAN-MARC FABER & Cie S.à.r.l. demeurant au 5, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg sont renouvelés jusqu'à l'Assemblée de 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

APSIDA CORPORATION S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008000635/780/25.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07816. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

N.V. Réalisations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 107.416.

Extrait des résolutions adoptées lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège de la Société le 21 novembre 2007

Suite au décès de Monsieur Martin Melsen demeurant au 4, rue de la Wark, L-9175 Niederfeulen, le Conseil d'Administration coopte, en remplacement de Monsieur Martin Melsen, Mademoiselle Karin Melsen, demeurant au 6, rue du Tilleul, L-9285 Diekirch. Elle terminera le mandat de son prédécesseur qui viendra à échéance lors de l'Assemblée annuelle de 2011.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

N.V. REALISATIONS S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008000636/780/21.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02372. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

R.I.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 83.178.

EXTRAIT

Il résulte de la constitution de la société en date du 17 juillet 2001 que:

- Monsieur Paolo Lambertini, né le 30 janvier 1952 à Riva S. Vitale (TI) (Italie), demeurant professionnellement Via S. Balestra 18 à CH-6901 Lugano (Suisse) a été nommé administrateur-délégué, son mandat prenant fin lors à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008000654/6312/18.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02692. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Escale Beauté S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.452.

Extrait des résolutions de l'AGA tenue en date du 15 novembre 2007

Par une Assemblée Générale des Associés, Madame Isabelle Bonazzi, Esthéticienne, résidant à F-57700 Hayange, 23, rue Pablo Neruda a été nommée gérant technique de la société. Madame Bonnazi Isabelle ainsi que le gérant technique actuel Maria Jésus Rodriguez Devia ont la gestion journalière de la société et le pouvoir de signature individuel ou conjointe.

Signature.

Référence de publication: 2008000558/1137/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, réf. LSO-CK07135. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

F.R. Sunrise Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 61.819.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 29 novembre 2007

Résolutions

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2007 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Christophe Velle, employé privé, demeurant à Luxembourg, président

Jonathan Lepage, employé privé, né le 27 août 1975 à Namur (Italie), demeurant professionnellement au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

Mme Carine Agostini, employée privée, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes:

ComCo S.A., 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2008000671/24/25.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03399. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Askja Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 67.939.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 14 mai 2007 a élu comme administrateurs:

- WAVERTON GROUP LIMITED, P.O. Box 3186, Abbot Bldg, Main Street, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

- BIREFIELD HOLDINGS LIMITED, P.O. Box 3186, Abbot Bldg, Main Street, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

- STARBROOK INTERNATIONAL LIMITED, P.O. Box 3186, Abbot Bldg, Main Street, Road Town, Tortola, British Virgin Islands

et comme commissaire aux comptes ROTHLEY COMPANY LIMITED, P.O. Box 3186, Abbot Bldg, Main Street, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2007.

Pour ASKJA HOLDING S.A.

KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2008000670/1021/21.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07385. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Kaupthing Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.997.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mars 2007

Les Actionnaires ont élu comme Administrateurs M. Sigurdur Einarsson, (Président du Conseil d'Administration), M. Hreidar Mar Sigurdsson (Vice-Président du Conseil d'Administration), M. Johnie Wilson Brøgger et M. Magnus Gudmundsson. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire laquelle se tiendra en 2008 ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Les Actionnaires ont approuvé l'élection de KPMG AUDIT LUXEMBOURG à la fonction de Réviseur d'Entreprises. Son mandat prendra fin immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire laquelle statuera sur l'exercice 2007.

Les Actionnaires ont élu comme Administrateurs-Délégués M. Johnie Wilson Brøgger et M. Magnus Gudmundsson. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire laquelle se tiendra en 2008 ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2007.

KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A.

E. J. Hilmarsson

Head of Legal Department

Référence de publication: 2008000667/1021/24.

Enregistré à Luxembourg, le 9 novembre 2007, réf. LSO-CK01799. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Lysidor, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 6.829.

—
RECTIFICATIF

Il s'est avéré qu'une erreur matérielle s'est glissée concernant la dénomination de la société au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme LYSIDOR, ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 11b, boulevard Joseph II, qui a été signé le 30 mai 2007, à savoir que la désignation de la société n'est pas, comme il est mentionné à l'entête et sur la première page de l'acte authentique, LYSIDOR S.A. mais LYSIDOR.

Il y a donc lieu de lire dans l'assemblée générale extraordinaire du 30 mai 2007: LYSIDOR.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 novembre 2007.

P. Bettingen

Notaire

Référence de publication: 2008000668/202/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02708. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Unit Investments S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 30.253.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 31 août 2007
à 11.00 heures à Luxembourg*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de MM. Ünal Aysal, Ülku Aysal, NEXIS CONSULT S.p.r.l, TALDEC N.V. et FIDUPAR, Administrateurs, et de M. Pierre Schill, Commissaire aux Comptes, pour une période qui viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007.

Copie certifiée conforme

Signature / Signature

Administrateur / Président

Référence de publication: 2008000682/1172/19.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, réf. LSO-CK07088. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Europromotions International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 110.292.

Recommandée:

Concerne: Démission comme gérant

Par la présente, veuillez noter ma démission comme gérant de EUROPROMOTIONS INTERNATIONAL S.à.r.l, avec effet immédiat.

Howald, le 13 décembre 2007.

E. Kirchen.

Référence de publication: 2008000673/8423/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04698. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Vyril, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.240.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 5 décembre 2007, que Monsieur Jérôme Guez démissionne avec effet immédiat de sa fonction de gérant administratif de la société.

Pour extrait conforme

J. Guez

Référence de publication: 2008000674/7790/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04676. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

EPI Q2 Option S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 322.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 109.974.

—
Par résolution signée en date du 29 août 2007, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000630/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL03026. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Jonamy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 72, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 76.789.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008000731/1603/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2007, réf. LSO-CB02872. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Aber Diamond Marketing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 675.975,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 84.154.

—
EXTRAIT

En date du 9 novembre 2007:

- Le nom de l'associé unique, qui était ABER DIAMOND CORPORATION a été changé en HARRY WINSTON DIAMOND CORPORATION.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

Pour extrait conforme

B. Zech

Référence de publication: 2008000695/724/17.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03662. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Euro Multi-Credit CDO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 86.776.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par les Actionnaires lors de l'Assemblée Générale Annuelle de la Société qui s'est tenue au siège, le 27 mars 2007, que:

1. les démissions de TMF CORPORATE SERVICES S.A., et Monsieur Jan-Willem van Koeverden Brouwer de leur fonction d'administrateurs ont été acceptées avec effet au 27 mars 2007.

2. Monsieur Paul van Baarle, demeurant professionnellement au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a été élu administrateur pour une durée déterminée du 27 mars 2007 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2010.

3. Messieurs Jorge Pérez Lozano and Robert Jan Schol, tous deux demeurant au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, ont été ré-élus administrateurs de la Société jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2010.

Luxembourg, le 3 décembre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

P. van Baarle / R. J. Schol

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008000693/805/22.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03770. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

GH TE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 99.190.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

C. Muller

Mandataire

Référence de publication: 2008000776/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03257. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Altice Three S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 330.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 110.875.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008000886/280/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02925. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Interdist S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 13, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 35.711.

Le bilan au 31 décembre 2006 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2007.

FIDUCIAIRE BENOY CONSULTING

Signature

Référence de publication: 2008000889/800/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02482. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Andreosso Carrelages, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5819 Alzingen, 8, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 34.089.

Le bilan au 31 décembre 2006 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2007.

FIDUCIAIRE BENOY CONSULTING

Signature

Référence de publication: 2008000890/800/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02481. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Andreosso Marbres, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5819 Alzingen, 8, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 80.463.

Le bilan au 31 décembre 2006 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2007.

FIDUCIAIRE BENOY CONSULTING

Signature

Référence de publication: 2008000891/800/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02479. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Manilux Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 14.097.

—
AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendsieben, am neunten Oktober.

Erschien vor Uns, Maître Joseph Elvinger, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

AMMANN GROUP HOLDING AG, eine Gesellschaft gegründet nach Schweizerischem Recht mit Sitz in Prger Dreifus, Rechtsanwälte Schweizerhof-Passage 7, CH-3011 Bern, (RC Nummer CH-270.3.005.424-3), hier vertreten durch Régis Galiotto, Jurist, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Vollmachten unter Privatschrift vom 1. Oktober 2007.

Vorerwähnte Vollmacht, nach ne varietur Paraphieren durch den Bevollmächtigten des Komparenten und den amtierenden Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

Welcher Komparent, handelnd wie eingangs erwähnt, den Unterzeichneten Notar ersucht hat folgendes zu beurkunden:

- MANILUX HOLDING AG, ist eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister, Sektion B unter Nummer 14.097, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen am 16. September 1976, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nr. 243 vom 4. November 1976 und deren Satzung zum letzten Mal abgeändert worden ist gemäß Urkunde aufgenommen am 22. Mai 2003, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 691 vom 1. Juli 2003, (nachstehend die «Gesellschaft»);

- Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vierzig Millionen Schweizer Franken (40.000.000,- CHF) eingeteilt in vierzigtausend (40.000) Aktien mit einem Nominalwert von jeweils eintausend Schweizer Franken (1.000,- CHF);

- Der Komparent ist alleiniger Inhaber sämtlicher Aktien der Gesellschaft;

- Der Komparent als alleiniger Aktionär, beschliesst hiermit die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen;

- Der Komparent, in seiner Funktion als Liquidator, erklärt, dass sämtliche Schulden der Gesellschaft beglichen wurden;

- Die Gesellschaft übt keine Geschäftstätigkeit mehr aus. Alle Aktiva der Gesellschaft wurden dem alleinigen Aktionär übertragen, der auch erklärt, dass er alle eventuellen Restschulden und andere Verbindlichkeiten, auch die, die derzeit noch unbekannt sein können, persönlich übernimmt;

- Der alleinige Aktionär erklärt, dass die Liquidation der Gesellschaft somit abgeschlossen ist;

- Der alleinige Aktionär erteilt dem Verwaltungsrat und dem Aufsichtskommissar für die Ausübung ihres Mandates bis zum heutigen Tage vollständige Entlastung;

- Alle Geschäftsunterlagen werden während 5 Jahren am alten Gesellschaftssitz der Gesellschaft aufbewahrt.

Kosten

Die Kosten werden auf zirka EUR 1.700,- geschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am oben angegebenen Datum.

Nach Vorlesung und Erläuterung des Inhalts dieser Urkunde haben die Anwesenden, die alle dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Familienstand und Wohnort bekannt sind, mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. Galiotto, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, LAC/2007/30581. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008000934/211/48.

(070172051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

II Panzerotto Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 38, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 120.128.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIES S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2008000762/4507/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02505. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

B.P.T. Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 63.359.

Le bilan au 31 juillet 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000741/1241/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03343. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

quick-mix.tubag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5324 Contern, rue des Chaux.

R.C.S. Luxembourg B 28.443.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008000744/8428/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04832. - Reçu 115 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Fiscopar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 55.885.

Le (la) soussigné(e) atteste par la présente sa démission comme commissaire aux comptes de la société FISCOPAR S.A., Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, Section B, Numéro 55.885, à effet du 23 novembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 novembre 2007.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

ALFA ACCOUNTING SERVICES Sàrl (anc. ALFA FINANCIAL CONTROL SERVICES Sàrl)

Signatures

Référence de publication: 2008000746/816/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02878. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Triple P S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 84.218.

Le (la) soussigné(e) atteste par la présente sa démission comme commissaire aux comptes de la société TRIPLE P S.A., Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, Section B, Numéro 84.218, à effet du 23 novembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 novembre 2007.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

ALFA ACCOUNTING SERVICES Sàrl (anc. ALFA FINANCIAL CONTROL SERVICES Sàrl)

Signatures

Référence de publication: 2008000743/816/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02874. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Direct Mezzanine 2006 Onshore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 116.396.

Constituée par-devant M^e Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 30 avril 2006, acte publié au Mémorial C n° 1397 du 20 juillet 2006.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DIRECT MEZZANINE 2006 ONSHORE S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2008000771/3521/17.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2007, réf. LSO-CK02902. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Tyco International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 123.550.

EXTRAIT

Il résulte de résolutions des actionnaires que Madame Martina Hund-Mejean a démissionné de son poste d'administrateur avec effet au 12 novembre 2007.

De sorte qu'à compter du 12 novembre 2007, le conseil d'administration se compose comme suit:

- Mme Madeleine Barber,
- M. John Jenkins,
- Mme Enrica Maccarani, et
- M. Kevin MacKay

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008000707/5499/21.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07802. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

B.P.T. Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 63.359.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000736/1241/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03353. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

B.P.T. Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 63.359.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000738/1241/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03363. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

B.P.T. Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 63.359.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000739/1241/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03370. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.

BE Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 94.752.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 3 décembre 2007*

Monsieur Bartolucci Gabriele, Monsieur Donati Régis et Monsieur De Bernardi Alexis sont renommés administrateurs pour une nouvelle période d'un an. INDEPENDANT Sàrl est renommée commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

BE HOLDINGS S.A.

G. Bartolucci / R. Donati

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008000665/545/18.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2007, réf. LSO-CL04139. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070172218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2007.
